

**« ÉTATS-UNIS – CHINE,
QUELLES RELATIONS ?
ET LA RUSSIE DANS TOUT CELA ? »**

Sommaire

Accueil par M. Alain Dejammet, Président du conseil scientifique de La Fondation Res Publica	7
<i>« Chine-États-Unis : entre hostilité stratégique et interdépendance économique et financière »</i> par M. Alain Frachon, Ancien directeur de la rédaction du journal <i>Le Monde</i> , directeur éditorial au journal <i>Le Monde</i>	9
<i>« Deux redéploiements stratégiques qui s'entrechoquent »</i> par M. Jean-Paul Tchang, Spécialiste de l'économie chinoise, cofondateur de <i>La Lettre de Chine</i>	16
<i>« Une carte chinoise dans le jeu russe ? »</i> par M. Dominique David, Directeur exécutif de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) et rédacteur en chef de la revue <i>Politique étrangère</i>	24
Débat animé par Jean-Pierre Chevènement, Président de la Fondation Res Publica	28
Avec :	
✓ M. Claude Martin, Ancien ambassadeur en Chine, cofondateur de la <i>Revue française de Pékin</i> ;	
✓ M. Jean Cadet, Ancien ambassadeur en Russie ;	
✓ M. Jean de Gliniasty, Ancien ambassadeur en Russie ;	
✓ M. Jean-Louis Beffa, Ancien président de Saint-Gobain ;	
✓ M. Renaud Girard, Grand reporter, journaliste et essayiste ;	
✓ M. Jacques Warin, Membre du conseil scientifique de la Fondation Res Publica.	

Il y a peu, on nous répétait : La mondialisation « aplatit » tout le monde, elle répand la démocratie sur toute la planète... C'est le bonheur ! Fin de l'histoire !

En réalité les choses ont été plus compliquées qu'on ne le disait et nous avons assisté à un retour au grand galop de l'histoire, de la géographie et, finalement, de la géopolitique. C'est sur ces événements que nos invités, intervenants et discutants vont réfléchir ce soir.

Les États-Unis et la Chine sont les principaux pachydermes dans ce monde plus compliqué qu'il n'y paraissait voici encore quelques années.

Comme on le pressentait depuis pas mal d'années, les États-Unis se sont redécouverts asiatiques. Né à Hawaï dans le Pacifique, B. Obama a pivoté vers l'Asie et, dans son exercice de pivotement, il a rencontré la Chine.

Mais les choses ne sont pas aussi simples que cela.

« *États-Unis – Chine, quelles relations ?* » C'est le titre délibérément apolitique, impartial – et un peu « tiède » - qu'a choisi la Fondation Res Publica pour ce colloque. Le titre du livre écrit par Alain Frachon et Daniel Vernet est autrement plus incisif : « *La Chine contre l'Amérique, le duel du siècle* »¹.

C'est sur ce thème que s'exprimera Alain Frachon qu'il est inutile de présenter. Lorsqu'il était directeur des rédactions du quotidien *Le Monde*, il avait introduit un peu de sérénité dans la vie parfois agitée de ce journal de référence. Chroniqueur régulier de politique étrangère, il s'exprime très souvent sur ces sujets, y compris sur les relations entre la Chine et les États-Unis. Ses éditoriaux de politique étrangère dans *Le Monde* ne sont pas signés mais chacun y reconnaît la sagesse, l'expérience et le grand sens du discernement d'Alain Frachon.

Pour lui répondre, Jean-Paul Tchang, économiste et publiciste. Autrefois l'un des élèves du Général Guillerma², Jean-Paul Tchang a été très récemment l'excellent truchement entre deux philosophes : Régis Debray et Zhao

¹ *La Chine contre l'Amérique*, d'Alain Frachon et Daniel Vernet, coll. Documents Français, éd. Grasset & Fasquelle, octobre 2012.

² Diplôme et militaire, spécialiste de la Chine du 20^{ème} siècle et en particulier du PCC, le Général Jacques Guillerma fut l'un des fondateurs du Centre de Recherches et de Documentation sur la Chine Contemporaine qu'il dirigea jusqu'en 1976.

Tingyang³, pour aboutir à la rédaction d'un livre dont il a écrit l'avant-propos : « *Du ciel à la terre* »⁴, ouvrage qui donne à réfléchir.

Mais les événements des récents mois... et l'histoire imposent une autre question : « *Et la Russie dans tout cela ?* ».

En 2008, à la première *World Policy Conference* d'Évian, D. Medvedev, Président de la Russie, parlait d'euro-atlantisme et d'ancrer véritablement la Russie dans l'Europe. On hésitait sur les limites de cet « euro-atlantisme ». Incluait-il les États-Unis ou s'arrêtait-il à Brest ?

Aujourd'hui on entend parler d'Eurasie. Est-ce un basculement de la Russie vers l'Asie ou plutôt un effort de la Russie pour se rapprocher de quelques pays asiatiques en leur donnant un tropisme européen ? Sur ces questions intéressantes nous avons demandé à Dominique David, vice-président exécutif de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) et rédacteur en chef de la revue *Politique étrangère* de s'exprimer.

Suivra la discussion, sous la présidence de Jean-Pierre Chevènement qui, probablement, se posera la question : Et l'Europe dans tout cela ?

A la tribune s'exprimeront Claude Martin, un spécialiste de la Chine, Jean Cadet, un diplomate très au fait des affaires européennes, qui, de 2003 à 2006, fut ambassadeur en Russie où il s'est rendu très récemment, et Jean de Gliniasty, notre dernier ambassadeur en titre en Russie, qui a quitté Moscou à l'automne dernier.

D'autres éminents spécialistes poursuivront la discussion depuis la salle.

Je donne tout de suite la parole à Alain Frachon.

³ Zhao Tingyang est professeur à l'Académie chinoise des sciences sociales et a enseigné à Harvard. Ses ouvrages, *Crise de la philosophie* (1992), *Sur les vies possibles* (1994) et *Le système Tianxia : une introduction à la philosophie d'une institution mondiale* (2005), ne sont pas traduits en français.

⁴ *Du ciel à la terre, la Chine et l'Occident*, ouvrage de correspondance entre Régis Debray et Zhao Tingyang, traduit et présenté par Jean-Paul Tchang (qui a présidé à cette rencontre et traduit aux auteurs chaque lettre dans sa langue), éd. Les Arènes, mars 2014.

*« Chine-États-Unis : entre hostilité stratégique
et interdépendance économique et financière »*

Merci à Jean-Pierre Chevènement et à Alain Dejammet pour leur invitation. S'il m'est arrivé d'être dans la salle, c'est la première fois que je parle depuis le podium de la Mutualité. C'est très intimidant.

Avant de parler des relations sino-américaines, je voudrais prendre deux précautions :

Je ne suis pas – et il est trop tard pour que je devienne un jour – un spécialiste de la Chine. Depuis la longue enquête réalisée avec Vernet sur la Chine, je ne suis pas retourné dans ce pays.

Je suis de très près la relation sino-américaine et tout ce qui se passe en ce moment dans le Pacifique occidental comme sur d'autres terrains d'antagonisme entre les Chinois et les Américains, qu'il s'agisse de l'OMC ou de l'espace cybernétique. Mais je lis essentiellement le point de vue américain. J'ai accès à la presse chinoise en anglais mais je ne prétends pas vous exposer ici de manière substantielle le point de vue chinois sur la relation avec les États-Unis.

Bizarrement, ce qui nous a amenés, Daniel Vernet et moi, à nous intéresser à la relation sino-américaine, c'est l'attention que nous portions au marché des bons du Trésor à Wall Street, à Londres, à Paris etc. En regardant ce marché, nous nous sommes rendu compte qu'une relation très intéressante, sans précédent, s'installait entre la Chine et les États-Unis, la Chine devenant le financier des déficits américains, accumulant des milliards de dollars de réserves et fabriquant en échange des produits américains de grande consommation, qu'ils fussent destinés au marché américain ou à l'exportation : d'un côté l'atelier des grands produits américains (textile et haute technologie), de l'autre, le consommateur de dernier recours qu'étaient les États-Unis.

On assistait à la réémergence de la Chine comme puissance mondiale, dans le cadre de l'économie globalisée voulue par les États-Unis.

Petit à petit, la Chine est passée de la troisième à la deuxième position. Cette année, le FMI, sur des bases par ailleurs discutables, en prenant comme instrument de mesure le Produit National Brut global (et non pas par habitant),

annonçait que la Chine serait peut-être dans moins d'un an la première économie du monde.

Vernet et moi avons vu que cette relation bizarre qui s'installait allait façonner le siècle. Je crois que c'est toujours vrai. Contrairement à beaucoup de livres de journalistes (j'en ai commis) qui ne tiennent pas la route très longtemps celui-là reste pertinent, exposant à grands traits la relation extrêmement complexe entre la Chine et les États-Unis, mélange très bizarre d'interdépendance économique et financière et, au fil des ans, de rivalités stratégiques de plus en plus prononcées.

D'une certaine manière il n'est pas étonnant que les États-Unis et la Chine se retrouvent dans cette étrange relation, de même il n'est pas étonnant que les États-Unis aient tout fait pour faciliter le développement économique de la Chine.

Dans la période récente qui va de 1840 (début de l'ère de l'humiliation pour la Chine avec les traités imposés par les Britanniques), à 1949, la Chine doit faire avec les « barbares » européens et américains. Mais parmi les barbares elle fait une distinction : les barbares américains sont un peu plus intéressants que les barbares européens. Quand les barbares européens, présents pour des raisons essentiellement économiques, dressent des comptoirs, les barbares américains ouvrent des écoles et, déjà, donnent des bourses aux jeunes Chinois – et Chinoises – pour qu'ils aillent étudier dans les universités aux États-Unis. Une relation d'amitié va s'installer entre les deux peuples.

À partir du début des années 1970, avec le voyage de Nixon à Pékin, cette relation va s'épanouir. La période qui va de 1949, naissance de la République populaire de Chine, au début des années 1970 n'a donc été qu'une petite parenthèse dans l'histoire des relations entre les deux pays qui, la plupart du temps, ont été amicales.

Quand je dis qu'à partir des années 1970 les États-Unis vont tout faire pour faciliter le développement économique de la Chine, c'est dans le sens où les États-Unis vont se battre systématiquement pour faire advenir cet état de l'économie mondiale : la globalisation. Ils vont se battre d'abord dans le GATT, ensuite à l'OMC, pour des sessions de désarmement douanier, pour la déréglementation financière... Les grands sociétés américaines, qu'il s'agisse de la haute technologie, du textile ou des services, vont être les premières, avec les Taïwanais et les Japonais, à s'installer dans les grandes zones de développement

économique qui, installées au sud de la Chine par Deng Xiaoping à partir de la moitié des années 1970, vont être à l'origine du développement économique chinois.

Quelles étaient les attentes des Américains ?

La littérature américaine sur les relations avec la Chine révèle que les Américains espéraient une puissance chinoise amicale et courtoise. Au-delà de la stratégie de lutte contre l'Union soviétique, l'idée américaine était que la Chine devînt un « actionnaire du système », c'est-à-dire non pas une puissance révolutionnaire, ni même révisionniste, mais une puissance qui aurait à cœur de tenir sa place dans le système de la manière la plus pacifique qui fût.

Tout va changer au moment précis où la Chine se rapproche du rang de deuxième économie mondiale. Les États-Unis ont alors le sentiment de se retrouver face à un rival potentiel, non pas idéologique mais économique, peut-être financier (les Chinois prennent régulièrement des mesures qui vont vers l'internationalisation du yen), technologique et même un rival militaire : si la puissance militaire américaine reste très supérieure à la puissance militaire chinoise, les Chinois augmentent environ de 10 % par an leur budget de la défense.

Les Chinois quant à eux continuent à tenir le discours de Deng Xiaoping : la réémergence de la Chine, qui va retrouver son statut de puissance mondiale, se fera de manière pacifique. Deng avait d'ailleurs conseillé à ses successeurs d'adopter sur la scène internationale un profil timide, discret « du moins, ajoutait-il, jusqu'au moment où nous pourrions parler d'égal à égal avec les autres... »

À quel moment s'est produit ce retournement qui a entraîné la Chine et les États-Unis dans une rivalité stratégique qui s'illustre tous les jours dans le Pacifique occidental ?

Donner une date est toujours artificiel, les historiens s'en chargeront mieux que les journalistes. Mais c'est à partir de 2008 qu'on note un léger changement du discours chinois. La crise financière partie de Wall Street révèle alors toute la fragilité du capitalisme financier et va déboucher sur une crise économique dont l'Europe n'est toujours pas sortie. À partir de ce moment-là, officiellement, la direction chinoise, relayée par certains éditorialistes, commence à porter un regard plus sceptique – je ne dis pas condescendant – sur la puissance

américaine. Nous avons interviewé plusieurs personnalités qui se laissent volontiers citer, dans l'armée comme dans le pouvoir civil, qui disent considérer les États-Unis comme une puissance déclinante. Mais on n'entend rien de tel au plus haut niveau de la direction chinoise.

Effectivement, les conflits se multiplient entre les Américains et les Chinois : C'est quasiment la guerre dans l'espace cybernétique (le « cyberspace »). Le dialogue militaire qu'avaient institué les deux pays n'existe plus. Devant les panels de l'OMC, les États-Unis ont multiplié – et en général gagné – les procès contre la Chine. Enfin, les États-Unis envisagent de mettre en place un traité de libéralisation du commerce avec la zone Pacifique auquel la Chine, pour le moment, n'est pas conviée (mais ce projet suscite l'hostilité du Congrès). Ce traité précise que les participants doivent respecter la propriété intellectuelle.

Mais le lieu véritable de ce conflit est le Pacifique occidental. En effet, les États-Unis ont réalisé qu'ils étaient aussi une puissance du Pacifique et c'est dans cet espace que s'exacerbe actuellement l'hostilité entre les deux pays. Après la guerre, les États-Unis ont noué des alliances dans le Pacifique occidental, alliances de défense avec le Japon, avec la Corée du sud. Un temps oubliée, l'alliance de défense avec la République des Philippines vient d'être réactivée à la demande du gouvernement philippin⁵. Ironie de l'histoire, des négociations sont menées entre le Vietnam et l'armée américaine pour que la marine américaine puisse à nouveau mouiller dans la baie de Cam Ranh.

Aujourd'hui, la Chine, suivant le conseil de Deng Xiaoping, se sent donc assez sûre d'elle-même et assez forte pour faire valoir dans le Pacifique occidental ce qu'elle considère comme ses droits historiques, droits matérialisés sous forme de cartes où l'on peut voir que la Chine revendique la totalité des îles et des îlots en Mer de Chine méridionale et, en Mer de Chine orientale, les îles Diaoyu⁶

⁵ C'est aux Philippines que le président américain Barack Obama a bouclé sa tournée en Asie en avril 2014. Affichant leur "détermination commune" à se protéger contre les attaques dans le cadre du Traité de la défense mutuelle signé en 1951, les deux pays ont réaffirmé leur alliance en parafant un nouveau pacte militaire de dix ans, l'EDCA (Accord de renforcement de la coopération en matière de défense) qui permettra d'élargir la présence en rotation des forces américaines dans le pays.

⁶ Découverts par les Chinois en 1221, cinq îlots situés entre Taiwan et le Japon, les îlots Senkaku / Diaoyu, avaient été récupérés par le Japon en 1895 après sa victoire sur la Chine. En 1945, ils devaient revenir à la Chine mais, en raison de la guerre civile entre Tchong Kaï-chek et

(Senkaku en japonais). Cette revendication était très peu mise en avant par les Chinois des années 1960 aux années 1990. C'est à partir de 2008 que des bateaux chinois entourent les Senkaku et que les relations avec le Japon deviennent franchement hostiles. Des flottilles, dont on ne sait s'il s'agit de garde-côtes, de la marine nationale ou de chalutiers très robustement équipés, s'installent dans les zones contestées entre le Vietnam et la Chine ou entre le Vietnam et les Philippines. Les pays d'Asie du sud-est dénoncent l'agressivité avec laquelle la Chine fait valoir ses « droits historiques ». Ces derniers jours, début mai 2014, la Chine a déplacé une énorme plate-forme pétrolière qui appartient à une compagnie publique, la CNOOC, dans les eaux contestées avec le Vietnam. Cette plate-forme a été escortée par cent bâtiments chinois. Les Vietnamiens, de leur côté, ont mobilisé cent bâtiments pour essayer de s'opposer à ce déplacement. Certains se sont éperonnés et quelques jours plus tard un bateau chinois a coulé un bateau vietnamien. Au même moment, les choses se passaient très mal en Mer de Chine orientale en raison du regain nationaliste du gouvernement de Shinzo Abe : après que deux chasseurs chinois ont failli rentrer en collision avec un avion militaire de surveillance japonais au-dessus des Senkaku/ Diaoyu les Japonais ont immédiatement répliqué en envoyant deux chasseurs qui, de source japonaise, ont évité de peu la collision avec les chasseurs chinois. On frôle l'incident armé tous les jours dans ces deux parties de la Mer de Chine depuis bientôt deux ans mais on note une intensification. Pour la seule période de mars 2012 à mars 2013 les Japonais déclarent avoir fait décoller à 415 reprises leurs chasseurs bombardiers pour aller à la rencontre d'avions chinois. En novembre, la Chine a déclaré une zone de protection aérienne au-dessus des îles Senkaku/ Diaoyu, imposant en principe à tous les pays qui veulent la survoler de prévenir d'abord Pékin, obligation négligée par les Américains qui ont immédiatement envoyé un B-52 dans la zone. Lors de son dernier voyage dans la région, le Président Obama a déclaré qu'il considérait que les îles elles-mêmes et leur espace aérien étaient couverts par le traité de défense liant les deux pays.

Donc, voilà l'ambiance : d'un côté une Chine qui essaye d'imposer une sorte de « doctrine Monroe » dans son voisinage immédiat, de l'autre, les dix pays de l'ASEAN qui demandent aux États-Unis de manière récurrente (lors de trois

Mao Zedong, la question resta en suspens et les îlots demeurèrent japonais. Ni les Américains ni les Chinois ne souhaitaient voir cette question raviver les querelles.

sommets) de rester dans le Pacifique occidental pour assurer leur défense face à ce qu'ils considèrent comme des menées extrêmement agressives de la Chine qui prétend faire valoir ses droits.

Aucune des autres grandes puissances, ni la Russie ni les États-Unis, ni l'Union Européenne, ni les pays de l'Union Européenne ne se prononcent sur le fond des différends territoriaux en Mer de Chine.

La relation économique et financière Chine/États-Unis continue donc (le plus grand des nombreux *lobbies* prochinois à Washington, ce sont les associations du patronat américain). Si demain la Banque de Chine arrête d'acheter des bons du Trésor américains, les États-Unis auront plus de difficultés à financer leur dette. De plus, les États-Unis considèrent toujours que la Chine est leur marché le plus important.

D'autre part les États-Unis considèrent que c'est leur capacité à maintenir leur *leadership* mondial qui se joue dans le Pacifique occidental (bien plus qu'au Proche-Orient ou en Europe).

Voilà la situation, ce mélange, extrêmement complexe d'hostilité stratégique de plus en plus prononcée et d'interdépendance économique et financière.

On peut s'interroger sur la stratégie chinoise : Pourquoi les Chinois se sont-ils mis à dos tous les pays de l'ASEAN ?

Les Chinois ont cette particularité d'entretenir des différends territoriaux avec tous leurs voisins. En principe, le différend avec la Russie avait été réglé en 2008 mais les dernières cartes chinoises, à la grande rage des Russes, portent encore le territoire contesté comme étant intégralement partie du territoire chinois.

Les spécialistes américains proposent plusieurs hypothèses pour interpréter le comportement chinois :

La Chine cherche, sans aller jusqu'au *casus belli*, à infliger des mini-défaites aux États-Unis pour montrer qu'elle est historiquement et naturellement le patron dans cette région.

Elle fait en sorte que ses voisins d'Asie du sud-est doutent de la durabilité de l'engagement américain dans le Pacifique.

Le message chinois à l'intention des Américains est que si les États-Unis veulent poursuivre leur relation hautement profitable avec Pékin, ils doivent accepter un partage des responsabilités stratégiques dans cette zone.

Je voudrais terminer par deux pistes de réflexion.

La première rejoint ce que disait Alain Dejammet en introduction. On nous a beaucoup présenté la mondialisation comme garante de la paix. Or la globalisation avancée des échanges en Europe en 1914 n'a pas empêché la guerre ! Le Premier ministre japonais a d'ailleurs cité l'exemple de 1914 à Davos pour décrire la situation dans le Pacifique occidental. S'il y a une leçon à retenir, me semble-t-il, c'est que nous devons sortir de l'angélisme occidental (européen ou américain), d'une vulgate volontiers partagée qui nous fait oublier que les nations, les peuples, les États peuvent être mobilisés par autre chose que l'intérêt économique immédiat et qu'un pays comme le Japon ou comme la Chine peut, au nom du nationalisme, aller à l'encontre de ses intérêts économiques immédiats.

La seconde réflexion est plus optimiste : Aux États-Unis comme en Chine beaucoup d'experts ont travaillé sur l'évolution des empires et tous décrivent la situation entre les États-Unis et la Chine comme le dernier avatar d'une très vieille histoire : la bataille récurrente entre l'empire établi et l'empire montant, entre la puissance montante et la puissance établie. Tous citent Thucydide évoquant la guerre entre les Grecs et Sparte⁷ pour illustrer ce qui se passe en ce moment entre la Chine et les États-Unis.

Les experts américains sont divisés. Les uns considèrent que le conflit entre ces deux puissances est inévitable, les autres assurent qu'on peut arriver à gérer cette relation tant elle est importante pour les deux parties, pour les deux puissances.

Il en est de même à Pékin. En 2006, *China Central Television* (CCTV), chaîne publique chinoise, a diffusé un très long documentaire sur l'histoire des empires du XV^{ème} siècle au XX^{ème} siècle, relevant que chaque puissance montante, qu'il s'agisse de l'Espagne, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne, du Japon, de la Russie ou des États-Unis, s'est affirmée, à un moment ou un autre, à

⁷ « La cause [du conflit] véritable, mais non avouée, en fut, à mon avis, la puissance à laquelle les Athéniens étaient parvenus et la crainte qu'ils inspiraient aux Lacédémoniens qui contraignirent ceux-ci à la guerre » (*Histoire de la guerre du Péloponnèse*, Thucydide d'Athènes, Livre Premier XXIII)

travers la guerre, la colonisation, le massacre. La conclusion de CCTV est que la Chine, elle, ne fera pas comme les autres puissances montantes.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, M. Frachon.

Je donne la parole à M. Jean-Paul Tchang, banquier, philosophe, géopoliticien, spécialiste de la Chine.

JEAN-PAUL TCHANG

Deux redéploiements stratégiques qui s'entrechoquent

Merci Monsieur le Président. Merci à Alain Dejammet et bravo à Alain Frachon dont j'ai lu le livre avec beaucoup d'attention.

Il n'est pas inutile, avant d'aborder la question spécifique des relations sino-américaines, de faire le point sur le changement de forme et de fond de la diplomatie chinoise depuis l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir, il y a un peu plus d'un an.

La politique extérieure chinoise sous Xi Jinping

La politique extérieure de la Chine a longtemps adopté la posture de « profil bas », suivant les recommandations formulées par Deng Xiaoping en avril 1992. La Chine sortait alors de la glaciation post-Tiananmen et assistait à l'effondrement de l'ex-URSS. L'expression utilisée par Deng, tao-guang-yang-hui (韬光养晦) peut aussi signifier par extension « dissimuler ses capacités et attendre le bon moment ». C'est d'ailleurs cette traduction que retient le rapport annuel du Pentagone sur le pouvoir militaire chinois (*Annual Report to Congress: Military Power of the People's Republic of China*). Deng terminait sa recommandation en précisant que c'était pour « obtenir des résultats » (you-suo-zuo-wei 有所作为). Ces résultats, notamment économiques, sont aujourd'hui si spectaculaires que la posture prônée par Deng n'a plus beaucoup

de sens. À l'étranger, elle susciterait plutôt de la suspicion et des reproches à la Chine de ne pas assumer ses responsabilités de puissance. À l'intérieur, elle ne satisfait plus une opinion publique dont le sentiment de fierté nationale grandit avec le succès économique et qui juge la diplomatie chinoise « molle » et sans ligne de force. C'est le constat dressé par les conseillers de Xi Jinping peu de temps avant son accession au pouvoir. Le texte de Deng Yuwen, ancien rédacteur en chef-adjoint du journal de l'École centrale du Parti, intitulé « l'héritage politique de l'équipe Hu (Jintao)-Wen (Jiabao) », qui a circulé juste avant le XVIII^{ème} Congrès, est particulièrement critique sur ce point. Il n'est pas étonnant que le nouveau président, depuis sa prise de fonction, ait marqué une rupture avec ses prédécesseurs, tant dans son style que dans le contenu de sa politique étrangère. Celle-ci est désormais plus proactive, affirmée et palpable dans les résultats. La politique extérieure de Xi se veut tout le contraire de la « mollesse », elle colle aux événements et peut même en créer. Elle peut se montrer flexible par rapport aux anciennes positions figées, mais aussi manier le poing de fer dans un gant de velours sur d'autres sujets. Elle est moins prévisible qu'autrefois, comme l'illustre la décision surprise, unilatérale, de Pékin en octobre dernier de créer une Zone d'identification de défense aérienne en Mer de Chine orientale. À l'étranger, la diplomatie de Xi est souvent considérée comme une « ligne dure ». En Chine même, malgré les débats qui existent, le nouveau profil haut adopté par le président recueille dans l'ensemble le soutien de l'opinion.

Cependant, la trame de la diplomatie chinoise sous la nouvelle présidence a été explicitée au cours de récentes réunions du Comité centrale. Elle est censée respecter la formule : « Les relations avec les grands pays sont cruciales, celles avec les pays avoisinants sont prioritaires ; les pays en voie de développement constituent un point clé et le multilatéral nous sert de plateformes ». Un autre point important, le principe de non-alliance, reste de mise. Dans les faits, Xi et son équipe ont depuis un an suivi de près ces grandes lignes annoncées.

Relations avec les grands pays ? Une relation privilégiée avec la Russie marquée par le choix de Moscou comme destination de la première visite d'État à l'étranger du nouveau président (contrairement à ses deux prédécesseurs qui se sont d'abord rendus à Washington), mais aussi par sa présence à l'inauguration des Jeux olympiques à Sotchi. On assiste à un bond important des relations économiques entre la Chine et la Russie, illustré par les importants contrats signés lors de la toute récente visite d'État de Poutine en Chine. Les

relations avec les États-Unis continuent aussi à être considérées comme les plus importantes par les dirigeants chinois. Xi Jinping a rencontré Barak Obama à Palm Springs en Californie pour proposer « des relations entre grands pays d'un nouveau type », sujet acté par le 5^{ème} Dialogue stratégique et économique sino-américain (SED) de juillet 2013 à Washington. Visites successives de John Kerry, de Chuck Hagel en Chine et du chef d'État-major chinois aux États-Unis, etc. Xi a marqué toute l'importance que la Chine accorde à ses relations avec l'Europe au cours de son périple européen notamment à Paris, à Berlin et à Bruxelles, là encore à coup de milliards de contrats.

Mais la priorité accordée aux relations avec les pays voisins prend un relief particulier avec la première conférence du comité central consacrée à ce sujet en octobre 2013. Il s'agit bien d'une première depuis 1949. Assistaient à la conférence l'ensemble des sept membres de l'exécutif communiste, les organismes centraux du Parti, de l'État et de l'Armée, des grandes institutions financières et des responsables de toutes les provinces frontalières. Tout comme le futur Conseil National de Sécurité, créé trois mois plus tard par le 3^{ème} plénum du XVIII^{ème} comité central et chargé d'avoir une « perspective globale » de la sécurité intérieure et extérieure, la conférence sur les pays voisins entend coordonner l'ensemble des moyens pour traiter, développer et consolider la place de la Chine dans la région asiatique. À part les cas particuliers du Japon, de la Corée du Sud et de l'Inde considérés comme grands pays, il s'agit de l'Asie centrale, l'Asie occidentale et de l'Asie du Sud-est. L'Asie centrale est un enjeu de double sécurité pour la Chine : sécurité énergétique et lutte anti-terroriste (séparatisme et extrémisme religieux). Vis-à-vis de l'Asie du Sud-est, il s'agit aussi de la sécurité des voies d'approvisionnement maritimes en raison de l'importance du détroit de Malacca à cet égard, d'où la décision d'ouvrir de nouvelles voies court-circuitant le détroit (gazoduc et oléoduc Birmanie-Chine du Sud-ouest, le port de Gwandar au Pakistan, etc.), mais surtout de pousser à une intégration économique régionale où la Chine joue un rôle de pilier et peut prétendre à une suprématie. Le souci de la Chine est aussi d'éviter la formation d'un front uni antichinois des pays de l'ASEAN au sujet des conflits de souveraineté sur les zones maritimes et d'obtenir une certaine neutralité dans ses conflits avec le Japon. Aussitôt la conférence terminée, Xi Jinping et Li Keqiang ont effectué une importante tournée dans les pays du Sud-est asiatique. Xi a été la vedette au sommet de l'APEC à Bali, en l'absence de Barak Obama, retenu à Washington pour cause de querelles budgétaires (*shut down* de

l'administration), et de Li Keqiang, à Brunei pour le sommet de l'ASEAN et de l'Asie de l'Est (EAS). La Chine défend auprès de l'ASEAN un projet de libre-échange réunissant seize pays, sans les États-Unis qui proposent de leur côté le Partenariat trans-Pacifique (TPP) sans la Chine. Si la diplomatie chinoise a longtemps été au service de l'économie pour s'assurer des ressources naturelles, attirer des capitaux et les transferts de technologie et pour intégrer le marché mondial, aujourd'hui elle peut compter sur les immenses ressources de l'économie chinoise pour atteindre ses objectifs. L'économie chinoise se met aussi désormais au service de la diplomatie chinoise. Là où passe le président chinois ou son premier ministre, la Chine propose d'investir et de financer notamment les infrastructures, des lignes de TGV qui relieraient tout le Sud-est asiatique (« diplomatie de TGV »), un usage accru du yuan comme monnaie commerciale et financière à travers des accords de *swap*, extension de son système de paiement *Yinlian* (concurrent de *Visa*), projets de « nouvelle route de la soie » reliant la Chine à l'Europe en traversant l'Asie centrale, de « route de la soie maritime » avec les pays de l'ASEAN, etc.

Vis-à-vis des pays émergents ou en voie de développement, le même activisme chinois se manifeste depuis un an, et avec les mêmes arguments économiques et financiers. Li Keqiang a récemment assisté à un sommet réunissant les chefs d'État et de gouvernement de seize pays de l'Europe de l'Est à Bucarest avant de s'arrêter à Tachkent au retour. Mentionnons aussi la dernière tournée de Li Keqiang en Afrique. Là encore, la Chine signe des contrats ferroviaires, finance et construit 2700 km de chemins de fer en Afrique de l'Est.

Enfin, la Chine utilise à fond le multilatéral pour faire entendre sa voix : ONU, G20, BRICS, OCS (Organisation de coopération de Shanghai) ou CICA (Conférence pour l'Interaction et les mesures de confiance en Asie réunissant 43 pays). Les diplomates chinois se sont emparés des thèmes transnationaux : la lutte contre le terrorisme, la sécurité nucléaire, le défi climatique, la stabilité financière mondiale, etc.

En résumé, Xi Jinping a depuis un an considérablement consolidé son *leadership* sur le plan intérieur chinois – la création du Conseil de sécurité national présidé par lui-même est à cet égard emblématique –, il a clairement énoncé ses principes de politique extérieure, tout comme pour les autres domaines politiques du pays (« l'homme à un déploiement stratégique par semaine » pendant la période récente selon l'opinion répandue en Chine). Il incarne cette politique par son importante implication personnelle, à la

différence de son prédécesseur, en donnant une impulsion nouvelle à la diplomatie chinoise qui s'implique davantage dans les affaires internationales et suit une approche ordonnée.

La Chine de Xi est-elle en train d'assumer sans complexe une nouvelle politique de « grand pays », pour ne pas parler de « puissance » ou de « grande puissance » ?

En tout cas c'est une nouvelle donne pour compléter notre compréhension des relations sino-américaines.

Chine-États-Unis : menace de rupture d'équilibre stratégique ?

On assiste à une collision entre deux déploiements ou redéploiements stratégiques. La Chine a saisi depuis le XVI^{ème} Congrès du Parti en 2002, l' « opportunité stratégique » d'accélérer sa renaissance et son intégration dans le monde. Son entrée dans l'OMC, soutenue par les États-Unis, l'a propulsée dix ans plus tard à la place de la deuxième puissance économique du monde. Ses succès ont brillé par contraste par rapport aux pays occidentaux confrontés à la crise qui a démarré en automne 2007. Les États-Unis, après dix ans de guerre en Irak et en Afghanistan suite au 11 septembre 2001, décident de procéder à un réajustement stratégique, un « pivotement », ou en utilisant un mot encore plus maladroit, un « retour » vers la région du monde qui connaît la plus forte croissance économique et où la Chine a conquis des parts de marché significatives : l'Asie Pacifique.

La collision « calendaire » de ces deux mouvements est source de suspicion et de méfiance des deux côtés. La Chine soupçonne les États-Unis de vouloir la contenir et entraver son développement. Les États-Unis soupçonnent la Chine de vouloir les supplanter dans la région, de les défier et de les menacer. Le développement rapide des forces navales et aériennes chinoises ces dernières années renforce le soupçon américain et inquiète certains alliés des Américains dans la région. Ces soupçons réciproques amènent chaque partie à réagir, peut-être avec excès, à toute initiative de l'autre. S'ensuit une succession de postures d'escalades dans le verbe et dans l'action.

La volonté affichée du « retour » américain est aussi un encouragement pour ses alliés et certains pays de la région ayant des conflits territoriaux avec la Chine, notamment en Mer de Chine méridionale. Ces pays hésitent moins à défier la Chine. La situation est aussi compliquée par l'existence de traités

d'alliance militaire : traité de sécurité nippo-américain, traité de défense américano-philippin.

Les récents événements semblent indiquer une forte montée des tensions dans la région : face à face tendu sino-japonais autour et au-dessus des îles Diaoyu/Senkaku, incidents sino-philippins autour des récifs, bateaux éperonnés entre Chinois et Vietnamiens dans les Spratley et les Paracels. Les Américains accusent les Chinois de provocation, les Chinois accusent les Américains de partialité. Barak Obama réitère la validité du traité nippo-américain pour protéger Diaoyu/Senkaku, prolonge de dix ans le traité avec les Philippines et renforce les bases américaines en Australie. Les États-Unis veulent aussi reprendre les ventes d'armes à Taïwan. L'ensemble de ces tensions font craindre un dérapage aux conséquences imprévisibles.

Il faut remarquer cependant que jusqu'à ce jour, les incidents ayant opposé directement Chinois et Américains sont extrêmement rares. On garde en mémoire la montée de tension et l'envoi de deux groupes aéronavals US dans le détroit de Taïwan lorsque la Chine a procédé à des tirs de missiles (sans ogives) en 1995 pour protester contre le voyage de Lee Tenghui, président taïwanais, à Washington. On se souvient aussi d'une collision entre un chasseur chinois et un avion de reconnaissance américain au-dessus de l'île de Hainan. Plus récemment, une corvette américaine qui suivait le porte-avions chinois Liaoning a dû stopper pour éviter un navire d'escorte chinois qui lui fonçait dessus.

Mais au-delà de ces incidents passés et des tensions récentes par pays interposés, va-t-on vers une rupture de l'équilibre stratégique sino-américain tel qu'il s'est construit depuis 1979, date de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays ? Cet équilibre est fondé, à défaut d'ennemis communs (comme l'URSS dans les années 70), sur des intérêts partagés de plus en plus nombreux, sur la dépendance économique et financière mutuelle, sur l'interdépendance politique à propos des sujets internationaux ou transnationaux : terrorisme, prolifération nucléaire, changement climatique, croissance et stabilité financière mondiale, etc. L'équilibre est aussi fondé sur la suprématie de l'hyperpuissance militaire américaine d'une part et la dissuasion nucléaire chinoise d'autre part.

Or ces fondements ne sont pas vraiment menacés, même si les choses peuvent évoluer. Sur le plan de la dépendance économique mutuelle, le commerce bilatéral a continué de croître en 2013 pour atteindre 582 milliards de dollars.

La Chine est le troisième marché d'exportation des États-Unis, après le Canada et le Mexique, et le premier pays des produits importés aux États-Unis. Elle est le deuxième partenaire commercial des États-Unis. Comme le dit Li Keqiang aux visiteurs américains, « chaque heure qui passe, c'est 100 millions de contrats de signés ». Les investissements réciproques hors finance cumulent 120 milliards de dollars. La Chine continue aussi à détenir plus de 1260 milliards de dollars de dettes souveraines américaines, auxquelles il faut ajouter quelques centaines de milliards de dettes d'agences. Les frictions existent : taxes anti-dumping, enquêtes sur Huawei, ZTE, deuxième vague protectionniste contre le photovoltaïque chinois. Dans l'autre sens, contrôle chinois accru sur le fonctionnement des entreprises américaines installées en Chine.

Mais tout cela est relativement insignifiant, insuffisant pour que la Chine remette en cause l'ordre international dominé par les Américains et qui a si bien profité à la Chine depuis 1979, une remise en cause qui justifierait que les États-Unis considèrent la Chine comme ennemi numéro un en retour.

La Chine ressent-elle les États-Unis comme son ennemi ?

Une récente enquête menée par la Fondation Carnegie auprès de l'élite chinoise montre que 27% des officiels chinois le pensent, contre 12% seulement dans la population, et contre un pourcentage encore plus faible... parmi les militaires.

Sur le plan des rapports de force militaires, la méfiance réciproque peut grandir faute de transparence organisée :

La Chine développe des moyens militaires asymétriques. Les Américains sont inquiets du développement des missiles balistiques chinois anti-porte-avions (A2/AD), de même qu'ils surveillent les avancées chinoises dans les armes anti-satellite (l'APL a procédé à un tir de destruction d'un satellite chinois en 2010). Enfin, les Américains surveillent et cherchent à contrer les développements de l'Armée Populaire de Libération (APL) dans le domaine de la guerre cybernétique. Ces moyens asymétriques sont théoriquement susceptibles d'exploiter des failles des systèmes d'armement américains, mais il est douteux qu'ils suffisent à neutraliser la suprématie américaine dans la région Asie Pacifique.

Côté chinois, la méfiance est bien grande devant les avancées technologiques des armes de précision américaines, dont les systèmes anti-missiles que les États-Unis voudraient voir adoptés et installés par ses alliés : le Japon et la

Corée du Sud. Le prétexte américain est la menace nord-coréenne, mais la Chine y décèle un danger considérable d'amoindrissement de la capacité dissuasive de ses forces nucléaires. Elle redoute de se laisser entraîner dans une course aux armements (qui avait coûté cher aux Soviétiques) et d'être obligée d'augmenter son arsenal nucléaire. Mais dans l'ensemble, il n'y a pas de bouleversement dans la perception des dissuasions et des vulnérabilités de part et d'autre.

Pour conjurer une surenchère dangereuse que créerait une opacité totale sur les intentions et les capacités des uns et des autres, les militaires des deux pays ont renoué leurs contacts et multiplié les échanges à la demande des deux présidents. Il s'agit de mettre en place des systèmes d'échange et de communication destinés à éviter les erreurs de jugements en cas d'incidents et des procédures de contrôle de crises. Le chef d'état-major adjoint de l'APL, Wang Guanzhong, a déclaré en marge des entretiens de Shangri-la à Singapour, que les deux pays sont en train de mettre au point un mécanisme d'information réciproque des mouvements et situations militaires importantes et un code de conduite de la marine et de l'aviation dans les eaux internationales.

Lorsque Pékin insiste sur une relation entre « grands pays » d'un type nouveau avec les États-Unis, il ne s'agit pas seulement de parler d'égal à égal, mais de la reconnaissance réciproque des intérêts vitaux ou fondamentaux. Pékin reconnaît la place et le rôle des États-Unis en Asie-Pacifique, mais demande que les Américains en retour reconnaissent les siens dans la région. Pékin place sa souveraineté sur la Mer de Chine orientale et méridionale au rang de ses intérêts fondamentaux et agit en conséquence. Son intransigeance vis-à-vis du Japon, des Philippines et du Vietnam est aussi une façon de tester les intentions réelles des Américains de respecter ou non son rang de puissance régionale.

En conclusion, les relations sino-américaines sont compliquées en raison de la compétition économique et de la rivalité géopolitique. On ne peut exclure des incidents voire des confrontations limitées entre les deux pays, mais les intérêts partagés sont trop importants et les facteurs de déséquilibre stratégique insuffisants pour que ces relations dégénèrent en un antagonisme incontrôlable.

Je vous remercie.

ALAIN DEJAMMET

Sans transition : Et la Russie dans tout cela ?

Dominique David va nous parler de la Russie à sa manière cursive, claire et rigoureusement impartiale.

DOMINIQUE DAVID

Une carte chinoise dans le jeu russe ?

L'injonction à la brièveté, pour introduire l'ours russe dans ce jeu de quilles asiatique, m'amènera à être brutal en dépit de la terreur que m'inspire la masse des anciens ambassadeurs à Moscou présents dans la salle.

Je commencerai par dire ce que pourrait être ma thèse si on me laissait le temps de la développer :

Bien entendu la Chine existe dans la stratégie russe. On peut même parler de phantasme chinois dans certains milieux russes. Mais il me semble que la Chine n'est centrale dans aucun des axes ni aucune des temporalités de cette stratégie russe.

Je m'en vais, pour essayer de le démontrer quelque peu, parcourir ces temporalités en parlant des options russes stratégiques sur le long terme, sur le moyen terme et sur le court terme.

Sur le long terme, la stratégie russe peut être caractérisée par trois obsessions :

L'obsession de l'ouest : la population russe est à l'ouest, la modernité vient de l'ouest (je ne vous infligerai pas les réflexions sur Pierre le Grand ou sur les années 1990) et, de Charles XII à Brzezinski, c'est l'ouest qui apporte la menace.

La spécificité russe. On peut parler (si on est gentil) d'une ambivalence ou (si on est moins gentil) d'une ambiguïté russe. Les Russes ont toujours revendiqué leur spécificité inscrite à la fois dans leur géographie (un pays qui fait entre 9 et 11 fuseaux horaires selon les temps historiques appartient par définition à plusieurs espaces géostratégiques) et dans le message que les Russes délivrent sur eux-mêmes : la troisième Rome, l'importance d'une spiritualité spécifiquement

russe, y compris pour la détermination de certains choix politiques... Ce discours se retrouve aujourd'hui dans un certain nombre de retours de géopolitique eurasiatique. Ce message sur la spécificité russe a d'autant plus de poids dans certains milieux russes qu'une partie de la propagande du pays dénonce la décadence d'un Occident gouverné par des *gays*, par les tenants de l'immoralité, etc.

Une « conscience blanche ». Ce terme ne doit pas être interprété dans un sens racial, ce n'est pas ce que je veux dire. Mais la Russie est une « conscience blanche » en ce sens qu'elle a le sentiment de constituer le dernier rempart de l'Occident contre l'Asie. Il n'est pas nécessaire de pousser beaucoup un certain nombre de décideurs russes pour le leur faire dire. C'était d'ailleurs une partie des raisons qui, dans les années 1990, incitaient la Russie à demander son intégration à l'Occident (sans que jamais ce mot ne fût prononcé). C'est à cette aune qu'il faut estimer la provocation que constitue l'exclusion de la Russie du G8 où elle avait été intégrée pour des raisons avant tout symboliques et non, bien sûr, pour le poids de son économie. En effet, le G7 (ou le G8) est une institution « blanche » même s'il inclut le Japon (qui a été « blanchi » depuis longtemps, comme certains capitaux...)

Sur ces axes de long terme, la Chine est présente mais elle n'est pas centrale.

Si l'on passe aux choix stratégiques de moyen terme, autrement dit si l'on s'interroge sur la stratégie poutinienne (s'il y a, comme je le pense, une stratégie poutinienne), on peut définir cette stratégie autour de quatre objectifs :

Le premier est de stopper ce que les Russes voient comme une stratégie de *rollback* (refoulement) de la Russie, c'est-à-dire la stratégie occidentale consistant à repousser la Russie vers ses marges non européennes et non occidentales. La Russie discerne cette stratégie de *rollback* dans l'unilatéralisme occidental dans toutes les grandes crises depuis vingt ans, dans l'extension de l'OTAN, dans le déploiement potentiel de défenses antimissiles, etc.

Le deuxième objectif est pour la Russie de regagner ses galons de puissance « classique », non pas au sens militaire du terme mais au sens de vieille puissance. Penser que la Russie est satisfaite d'être classée parmi les « émergents » est une plaisanterie ! La Russie sait que les puissances classiques demeurent dans le monde en dépit des poussées émergentes, et elle veut être reconnue comme une puissance classique. Or, jusqu'à présent, les puissances classiques sont reconnues sur un axe occidental. C'est à l'ouest qu'on reconnaît

les puissances classiques et qu'on les affirme. D'où, une fois encore, l'interrogation sur le G7 qui ne va pas se tenir à Sotchi, et qui va se tenir sans la Russie⁸.

Troisième objectif : reconstituer un espace de puissance autour de la Russie ; il renvoie à l'obsession de l'espace géographique dans les stratégies russes. L'obsession du contrôle d'espaces, d'interposer des espaces de défense dans des stratégies qui ont toujours été terrestres est centrale dans l'histoire russe, dans la vieille géopolitique russe. Cet espace « étranger proche », cet espace d'intérêt commun est essentiellement à l'ouest de la Russie. L'Union eurasiatique devrait être étendue au Kazakhstan mais ce sont évidemment la Russie et l'Ukraine qui constituent le fond de l'Union eurasiatique : une fois encore, la Russie utile est essentiellement à l'ouest.

La quatrième dimension de cette stratégie est constituée de l'obsession islamiste. La Russie identifie le danger islamiste comme une menace absolument centrale. Elle pense à juste titre avoir sur ce sujet quelque chose à dire aux autres. Et en effet, la cohabitation, à l'intérieur de l'empire russe (ou de l'empire soviétique), avec de très importantes communautés musulmanes donne aux Russes une conscience particulière du problème, un message spécifique à délivrer. La Russie pense que l'Occident, dans sa décadence, a une stratégie absolument suicidaire vis-à-vis de l'islamisme. Or, bien qu'il y ait des Ouïgours en Chine, la question islamiste se pose essentiellement sur un axe qui n'est pas asiatique (au sens de l'Asie de l'est).

Si l'on considère ces quatre objectifs, on voit que s'il y a éventuellement pour Moscou quelques cartes chinoises à jouer, il n'y a pas véritablement d'alternative chinoise, contrairement à ce qu'on a pu croire fugitivement dans les années 1990 avec la diplomatie d'Evgueni Primakov. Encore ne suis-je même pas sûr que la menace qu'avait formulée Primakov de s'appuyer sur d'autres puissances que les puissances occidentales fût autre chose qu'un chantage conjoncturel.

Le court terme m'amène à évoquer ce qui se passe en Ukraine depuis quelques mois, et la création par les Russes d'une nouvelle situation stratégique à partir de quatre facteurs :

⁸ Le sommet du G7 du 5 juin 2014 devait initialement se tenir à Sotchi, station balnéaire russe. Mais les chefs d'État et de gouvernement du groupe ayant exclu Vladimir Poutine de leurs réunions, ils ont préféré se retrouver à Bruxelles. (M. David s'exprimait le 2 juin.)

D'abord, bien sûr, le désordre ukrainien.

Le deuxième facteur est la faiblesse de l'Occident, telle que perçue par les Russes : la « désoccidentalisation » économique et idéologique du monde, la décadence morale des *leaderships* occidentaux, la faiblesse militaire de l'Europe, l'impuissance militaire des États-Unis dans les crises concrètes.

Le troisième facteur, ce sont les erreurs des Européens qui, dans la relation avec l'Ukraine, ont constamment substitué à leur impuissance à produire du politique des propositions techniques, technocratiques si l'on veut, qui n'ont fait que mettre le feu aux poudres.

Le quatrième élément est un solide sens de l'opportunisme du *leadership* moscovite, assorti d'une mauvaise foi tout aussi solide dans l'explication de leur manœuvre.

Tout ceci débouche sur un risque incontestable d'isolement de la Russie. Pour « gagner » la Crimée, ce qui n'était peut-être pas le but initial, le Russie va être isolée d'abord de l'Ukraine, quoi qu'il advienne de l'Ukraine. Elle va être isolée de l'Union Européenne. Elle va être isolée du reste des puissances occidentales, du G8 etc.

Inversement, pour de nombre de raisons, économiques, culturelles, géographiques..., la Russie ne peut pas être totalement isolée. Une Russie isolée, en particulier une Russie isolée économiquement – donc sous la menace d'un effondrement économique – constituerait un grave danger. C'est pourquoi un jeu de balance entre la dynamique d'isolement et le danger d'isoler va s'ouvrir. Dans ce jeu extrêmement compliqué, la Russie va jouer toutes les cartes qu'elle a encore en main parmi lesquelles il y a incontestablement une carte chinoise (d'où le voyage à grand spectacle du président Poutine la semaine dernière⁹), et des cartes asiatiques (le Japon peut en être une autre). J'en conclus que la Chine peut-être pour Moscou une carte intéressante, par exemple sur l'axe énergétique, ou celui de la lutte contre le terrorisme (autour de l'organisation de coopération de Shanghai) mais dans un jeu global où la Chine, trop incertaine à court terme et trop étrange à long terme, restera pour le moment marginale.

⁹ Vladimir Poutine, accompagné d'une importante délégation, composée de dizaines d'hommes d'affaires et de *leaders* régionaux, s'est rendu en Chine les 20 et 21 mai 2014 à l'occasion du 4e sommet de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (Cica). Il a rencontré son homologue chinois Xi Jinping pour évoquer l'accord gazier en négociation depuis deux décennies. Il a aussi assisté à un défilé naval sino-russe en Mer de Chine orientale.

En conclusion :

À mon sens, la Russie n'a pas abdiqué son espérance d'être partie d'un Occident qui ne s'appellerait pas l'Occident. Cela reste son phantasme premier. À cet égard, le grand acquis des populations russes dans les années 1990 a été psychologique : le retour dans la « communauté des nations civilisées », comme on disait sous Gorbatchev. C'est ce retour qui est en train d'être mis en cause. Mais au cœur du *leadership* russe, le phantasme de faire partie d'un Occident qui ne s'appellerait plus Occident (un mot pas très « propre »...) demeure pérenne.

La Russie n'a ni les moyens ni la volonté de jouer la Chine contre les autres. Elle peut jouer la Chine comme une carte secondaire efficace, mais pas comme une carte maîtresse, et surtout pas comme un chantage fondamental. Mais elle se servira convenablement de la carte chinoise, autant qu'elle le pourra, dans le jeu qui va s'ouvrir.

Que sera ce jeu ?

La définition de la partie de cartes dépend en grande partie de nous.

Merci.

ALAIN DEJAMMET

Merci à Dominique David d'avoir été certes cursif mais surtout stimulant.

Place aux trois discutants, Claude Martin, Jean Cadet et Jean de Gliniasty.

Claude Martin s'est déjà exprimé ici. Il a été longtemps en Chine. Il a été le co-fondateur et co-directeur, avec Georges Lequin, de la *Revue française de Pékin* (qui faisait rougir d'envie Simon Leys et les mânes de Saint John Perse et de Victor Segalen). Jeune diplomate en Chine, il y est retourné comme ambassadeur de 1990 à 1993. Il a également une bonne expérience de l'Europe. Il sera le premier discutant.

CLAUDE MARTIN

Alain Dejammet a fait référence à ce dont je suis le plus fier, la *Revue française de Pékin*, qui, bien qu'elle n'ait malheureusement compté que trois

numéros (entre 1982 et 1984), m'a totalement ruiné... et m'a valu au moment où je la fermais une visite de l'inspecteur général des postes diplomatiques, lequel m'a demandé si je ne m'étais pas enrichi avec cette revue !

J'ai commencé à étudier le chinois en 1960-61, bien avant que la France ne reprît des relations avec la Chine. Catapulté à Pékin à l'ouverture des relations diplomatiques avec la Chine en 1964, j'ai donc assisté aux premiers mois. J'y ai passé quinze ans et j'y retourne encore régulièrement.

Je suis tout à fait d'accord avec ce qu'a dit Jean-Paul Tchang et je partage largement les propos d'Alain Frachon dont j'ai lu le livre avec beaucoup d'intérêt.

Je voudrais pour ma part évoquer quelques points d'histoire et de géographie.
D'histoire, d'abord.

Les relations entre les États-Unis et la Chine, Alain Frachon l'a dit, sont très anciennes. Elles existaient, denses, continues, même pendant la période « blanche » où toute relation était officiellement interrompue entre Washington et Pékin, à cause de la très forte implication des États-Unis à Taïwan, à cause de la très forte présence de communautés chinoises aux États-Unis et surtout à cause de l'immense admiration réciproque que se portaient la grande puissance la plus ancienne du monde et la grande puissance la plus jeune du monde. On peut revoir dans des reportages et des films d'archives Mme Tchang Kai-chek descendant la Cinquième avenue sous une parade de confettis et s'exclamant : Vive la Chine ! Vive l'amitié entre la Chine et les États-Unis ! On se souvient du rôle de Patrick J. Hurley, du général Stilwell et de quelques autres, à Chongqing, incitant le Maréchal Tchang Kai-chek à ne pas baisser les bras, le poussant à s'allier avec les communistes. Pour les uns comme pour les autres, ces souvenirs témoignent d'une véritable affection et d'une compréhension des États-Unis envers la Chine.

Entre 1949 et 1964, période où nous n'avions pas de relations avec Pékin, la sinologie française s'est malheureusement beaucoup tarie et, au Quai d'Orsay même, le chinois était devenu le parent pauvre du concours d'Orient. C'est peut-être la raison pour laquelle, en 1964, on a envoyé en Chine un élève de l'ENA débutant : on ne trouvait pas beaucoup de personnes parlant le chinois !

Au contraire, aux États-Unis, pendant toute la période de fermeture, une quinzaine d'universités accueillaient des milliers d'étudiants et de chercheurs qui écoutaient la Chine et préparaient le rétablissement des relations avec la

Chine. Si bien qu'en 1972, dès la première phase du rétablissement des relations entre les États-Unis et la Chine (voyage de Nixon à Pékin, diplomatie du ping-pong etc.), les Américains avaient les hommes et les connaissances nécessaires pour agir. Le terrain ne leur était pas inconnu.

Nous avions un peu d'avance, mais pas beaucoup. La Révolution Culturelle avait, de 1966 à 1971, conduit *de facto* à un gel de nos relations et empêché de construire la relation stratégique que permettait l'initiative visionnaire du Général de Gaulle. Dès que la phase la plus violente de l'éruption « gauchiste » fut terminée (mort de Lin Biao, septembre 1971), la Chine, notamment sous l'impulsion de Zhou Enlai, nous fit comprendre qu'elle voulait reprendre le dialogue, en même temps qu'elle cherchait le contact avec les Américains. Il apparaissait clairement qu'elle souhaitait une relation forte avec nous, et avec l'Europe, avant de nouer le contact avec Washington.

Les relations reprirent donc entre la France et la Chine (voyage de Bai Xiang Guo en France, visite d'André Bettencourt puis de Maurice Schumann, visite de M. Couve de Murville, qui n'était plus ministre des Affaires étrangères, évocation d'une possible visite du Général de Gaulle retiré à Colombey). À la mort du Général de Gaulle, les drapeaux furent mis en berne sur la place Tiananmen. Georges Pompidou fut premier chef d'État français à se rendre en Chine en 1973.

Mais l'Europe a eu finalement beaucoup de difficultés à jouer son rôle sur l'échiquier chinois face aux États-Unis. Elle s'est réveillée trop tard. En 1964, le Général de Gaulle n'avait pas réussi à entraîner nos voisins. La capitale la plus critique à notre égard en 1964 fut Bonn. Gerhard Schröder (CDU, ministre des Affaires étrangères) avait convoqué notre ambassadeur pour l'agonir d'injures au motif que nous rompions la solidarité occidentale. Au même moment, les Russes - qui étaient tous les jours insultés par les Chinois - nous félicitaient d'avoir établi un dialogue entre Paris et Pékin. Avec les États-Unis, sous la présidence de J.F. Kennedy, les choses étaient relativement compatibles. Avec Johnson elles devinrent un peu plus compliquées. Malheureusement, l'assassinat de Kennedy (22 novembre 1963) précéda de peu la reconnaissance de la Chine populaire par la France (27 janvier 1964).

Aujourd'hui, la relation de la Chine avec les Américains est certainement très importante et les tensions qu'elle connaît doivent certainement être suivies avec attention. Mais pas forcément d'un œil inquiet.

Si l'on garde en perspective la période 1964-2014, (puisque nous célébrons ce demi-siècle de relations), on voit que la Chine a toujours eu besoin de rattraper quelqu'un. En 1958, aux Langues orientales, nous traduisions le slogan « *chao ying shi wu nian bu xu yao* » (« Pas besoin de quinze ans pour rattraper l'Angleterre ! »). Ensuite il fallut défier l'URSS : même après l'éviction de Khrouchtchev, la Chine voulait montrer aux Soviétiques qu'elle n'avait pas peur d'eux en les provoquant dans des petits combats sur l'Oussouri ou sur l'Amour, sans aller trop loin, évidemment, parce que les « tigres » soviétiques avaient quand même des « dents » atomiques ! (la Chine avait la bombe atomique depuis 1964 mais ne disposait pas encore de vecteurs). La Chine s'est développée et vint le jour où il s'est agi de rattraper les États-Unis. Il fallait les rattraper sans les défier mais, clairement, la plus vieille puissance du monde voulait être à égalité avec la plus puissante nation du monde.

Beaucoup de Chinois attendent désormais le moment où le PNB global chinois égalera celui des États-Unis. Nul doute que, ce jour-là, on assistera à un gigantesque feu d'artifice sur la Place Tienanmen. Mais, dès à présent, les Chinois ont le sentiment d'être à la mesure des États-Unis et se sentent autorisés à faire la même politique qu'eux. Notamment en ce qui concerne leur région, leur zone d'influence prioritaire.

C'est là où une grande partie des malentendus surgissent. Il y eut une époque dans la relation sino-américaine où M. John Foster Dulles pratiquait le *containment*, puis le *rollback*. Dans les années 1960 les États-Unis nouèrent avec les voisins de la Chine des alliances qui, avec leur présence militaire à Taïwan, au Japon et dans quelques îles du Pacifique, visaient à faire sentir aux Chinois qu'ils étaient bien encadrés. Aujourd'hui, les Chinois ne comprennent pas que les Américains poursuivent cette politique. Ils estiment que, quarante ans après, la politique du « *containment* » que pratiquent à nouveau les États-Unis autour de la Chine est insupportable. Les relations de la Chine avec ses voisins sont compliquées. L'immixtion des États-Unis contribue à les envenimer encore davantage.

Les Chinois n'ont pas, malgré l'Histoire, de revendications territoriales terrestres à l'égard de leurs voisins.

La Chine a été plus grande sous les Yuan, sous les Ming et même sous les Qing. Elle a possédé ou dominé, au cours des siècles, de vastes territoires au Sud, le nord de la Birmanie, le Laos, tous ces espaces montagneux où vivent des

minorités venues de Chine, en-dessous du Yunnan. Elle a gardé pendant plusieurs siècles une relation de tutelle sur le Vietnam, sur la Corée, comme sur la Mongolie. Mais, depuis 1949, elle n'a exprimé aucune revendication territoriale sur ces morceaux de son ancien empire, ni sur la Mongolie extérieure, ni sur le Vietnam. Elle a accepté certainement avec beaucoup de contrariété les traités franco-chinois que la France lui a imposés quand, sous l'impulsion de Jules Ferry puis de Hanotaux et de Paul Doumer, elle s'est installée en Indochine. Ces traités font encore référence aujourd'hui dans la dispute territoriale entre la Chine et le Vietnam (traité de Pékin du 9 juin 1885 reconnaissant le protectorat français sur l'Annam et le Tonkin, convention de juin 1887 délimitant la frontière terrestre entre la Chine et les territoires sous protectorat français, convention de mars 1898 précisant la frontière maritime dans le golfe du Tonkin).

Il n'y a aujourd'hui de revendication chinoise que maritime, sur des îles qui pour la plupart ne sont que des cailloux. Il s'agit moins de revendiquer tel ou tel archipel (Paracels, Spratley, Diao Yu Tai) que de dessiner les contours d'une « mer chinoise ». Sans être nécessairement joueur de go, on voit bien que les îlots en cause s'inscrivent dans un espace et permettent de tracer des lignes à l'intérieur desquelles Taiwan s'inscrit naturellement. Par la possession des îlots revendiqués, la Chine sécurise sa prétention à récupérer un jour cette île séparée. La seule vraie obsession pour Pékin est celle-là : recouvrer un jour sa souveraineté sur Taiwan.

Voilà ce que je voulais dire sur la relation entre la Chine et les États-Unis.

Il y a un point central dans toute la stratégie de la Chine dans la région et dans le Pacifique, c'est le Japon. Un jour, à Hongkong, intervenant dans une conférence des ambassadeurs de France en Asie, sous la présidence de Roland Dumas, je me souviens d'avoir conclu : « la Chine n'a qu'un ennemi, c'est le Japon. C'est son ennemi d'hier, c'est son ennemi d'aujourd'hui, c'est son ennemi de demain ».

Les relations sino-japonaises n'ont pas été purgées. L'histoire continue à peser lourdement sur leur développement. Il a fallu de longues tractations diplomatiques pour que l'actuel empereur du Japon (son père, Hiro-Hito, était considéré comme un criminel de guerre) puisse effectuer un déplacement en Chine. La Chine a finalement renoncé, pour permettre cette visite, aux gestes d'excuse et de réparation du type de ceux que les Allemands ont fait à l'égard de

tous leurs voisins, et que les Japonais se refusaient à formuler. L'Empereur du Japon a seulement fait allusion dans son discours d'arrivée à « des événements regrettables » qui s'étaient passés autrefois entre les deux pays ... et qui n'empêchaient pas qu'ils puissent aujourd'hui coopérer sereinement. Le passé n'est donc pas effacé. Et la visite annuelle du Premier Ministre japonais au sanctuaire où sont honorés certains des chefs militaires ayant sévi en Chine pendant la période d'occupation (et notamment lors du massacre de Nankin) n'arrange pas les choses. Toute une frange de la population chinoise continue à demander que ce passé sino-japonais soit complètement et sincèrement assumé et que de vraies excuses soient présentées. En attendant, à chaque incident, autour du moindre îlot dans le Pacifique, tout ressurgit. Une frange de la population chinoise est sensible aux thèmes nationalistes. Ces nouveaux « boxers » n'occupent pas le devant de la scène mais ils sont présents à chaque manifestation devant une ambassade ou un consulat japonais après les affrontements en mer. Cette réalité ne doit pas être négligée.

À cet égard la Russie est pour les Chinois plutôt un bon partenaire, un partenaire utile. Car la Russie tient des gages, elle tient des îles qu'elle refuse obstinément de restituer au Japon, à la grande satisfaction des Chinois. Je crois qu'après la phase d'affrontement des années 69/70, les Chinois sont finalement assez heureux de la relation qu'ils ont aujourd'hui avec les Russes le long de cette frontière commune de près de 5000 km (en incluant la Mongolie, évidemment indépendante). Ils apprécient leurs relations, spécialement en ce qui concerne la Sibérie où les Russes les laissent assez facilement, semble-t-il, s'installer et commercer. Certains redoutent peut-être un grignotage. Mais, autant qu'on puisse en juger, pour le moment, la Chine paraît heureuse que la Sibérie reste russe et qu'elle se développe. Elle garde en même temps un œil sur les investissements que pourrait y réaliser le Japon. Ces jours-ci, la Russie a sans doute les yeux tournés vers l'ouest et marque son territoire par rapport à l'Union Européenne. Mais elle n'est pas indifférente à ce qui pourrait arriver à l'est, au Japon et en Corée. Face aux incertitudes dans cette région, la Russie et la Chine ont des intérêts communs. C'est cette constatation qui les rapproche, autant et même plus qu'une « solidarité », finalement assez relative, face aux autres membres du Conseil de sécurité.

Ce n'est pas une alliance, ce n'est en rien la reconstitution d'un bloc, mais c'est le sentiment que des deux côtés de cette frontière-là, on peut se comprendre.

Les économies sont d'ailleurs complémentaires : industrie légère chinoise, industrie lourde russe, fruits et légumes chinois, armements russes (le *Liáoníng*¹⁰ est en fait un porte-avion russe)...

Ce triangle boiteux entre Washington, Pékin et Moscou est dû à l'absence de l'Europe. Si la Chine achète ses porte-avion à Moscou, c'est parce que nous, Européens, sommes les seuls à maintenir un embargo sur la Chine en souvenir des événements de Tienanmen. Quand Jacques Chirac a essayé d'entraîner le Chancelier Schröder dans la levée de l'embargo¹¹, immédiatement les Américains ont fait la tournée des autres capitales... et voilà le résultat.

Les Chinois ont une obsession en politique étrangère – et je partage largement ce qu'a dit Jean-Paul Tchang – c'est de n'être dépendants de personne. Ils ne sont pas le centre du monde mais depuis l'extrême et dangereuse dépendance dans laquelle ils se sont trouvés à l'égard de l'Union soviétique – dont ils se sont sortis très difficilement et après des dégâts économiques considérables – ils ne veulent dépendre de personne et d'aucune source en particulier. Quand ils achètent deux centrales nucléaires à l'un, ils achètent deux centrales nucléaires à l'autre. Quand ils achètent des avions chez l'un ils aimeraient pouvoir en acheter chez l'autre (mais, malheureusement, il n'y a pas assez de fournisseurs). Ils aimeraient placer autant d'argent dans les économies européennes et dans les banques européennes qu'ils n'en placent aux États-Unis ou ailleurs... mais il faudrait pour cela que l'Europe existe. Pendant la campagne électorale pour les élections européennes en France j'ai entendu un orateur de l'un des partis politiques en présence dire : « Quand l'Europe se divise, les Chinois se frottent les mains ! » Ce n'est pas vrai, c'est exactement le contraire ! Les Chinois restent fidèles à ce que Zhou Enlai avait dit en 1964 à notre ambassadeur qui venait présenter ses lettres de créance : « Je suis européen et quelquefois j'ai l'impression que je suis plus européen que les Européens eux-mêmes ».

Nous devons méditer cette parole si nous ne voulons pas laisser les États-Unis et la Chine en tête à tête.

¹⁰ Le *Liáoníng* (du nom de la province où il a été rénové), est le premier porte-avion en service de la marine chinoise. La construction de ce bâtiment de 300 m avait été lancée en 1985 par l'URSS. Après maintes péripéties, il a été restauré, complété, modernisé et enfin réarmé par la marine chinoise.

¹¹ En 2004, lors d'un déplacement en Chine, Jacques Chirac a demandé la levée de l'embargo de l'Union européenne sur la vente d'armes à la Chine, provoquant le courroux des ONG américaines comme *Human Rights in China* (HRIC).

Je commencerai par saluer les interventions précédentes et, en ce qui concerne la Russie, les propos de Dominique David, manifestement issus de profondes réflexions.

Je n'apporterai pas de réflexion contestataire à ce sujet. Je voudrais simplement ramener le dossier au plan des observations sur la Russie avec la distance d'un séjour en poste il y a environ dix ans¹² et la proximité d'un voyage qui date de dix jours. En effet je pense que ces observations sont des indices intéressants de l'évolution du pays.

Premier indice, le voyage. L'accès aérien à Moscou est beaucoup plus facile aujourd'hui qu'il y a dix ans. Les deux principales compagnies qui desservent la ligne Paris-Moscou proposent pratiquement un vol toutes les heures et, quelles que soient les circonstances, ces vols sont pleins. Il y a beaucoup d'échanges entre Russes et Français. Une bonne partie de ces avions pleins sont des Airbus, ce qui ne peut évidemment que nous réjouir.

Au-delà de cette notation concernant le voyage, l'impression produite par l'arrivée a totalement changé. Il y a dix ans c'était profondément décevant, très loin de ce qu'on s'attendait à trouver. Maintenant les aéroports sont comparables aux nôtres, peut-être même avec une petite avance. Et l'accueil est facilité : le douanier ou l'homme chargé du contrôle à la frontière est aimable et épargne aux passagers les difficultés insurmontables qu'on a pu connaître dans le passé.

Les changements sont aussi visibles dans la ville de Moscou elle-même. Au moment de la crise de 2009 on avait vu des chantiers arrêtés en très grand nombre mais tout est reparti. La circulation à Moscou est toujours infernale mais on commence à enlever les voitures là où elles gênent, même s'il existe sans doute encore quelques privilèges.

Pendant le voyage et dans la ville nous sommes frappés de voir des Russes qui nous ressemblent de plus en plus. Dans l'avion, on côtoie des familles russes. Le temps des filles à hauts talons accompagnées d'hommes à lunettes fumées est passé. Avant, on pouvait distinguer dans la rue un Russe d'un Européen de l'ouest. C'est devenu beaucoup plus difficile. Vraiment ces Russes nous

¹² Jean Cadet a été ambassadeur de France en Russie de 2003 à 2006

ressemblent, au point que l'on se demande pourquoi nous avons le sentiment d'une si grande distance avec eux. Les jeunes Russes n'ont rien à voir avec les images caricaturales qu'on peut donner. Ce sont des jeunes ouverts, des jeunes qui travaillent (les jeunes femmes surtout), qui veulent avancer et qui nous regardent avec grand intérêt, parfois un peu d'étonnement, voire d'inquiétude et de déception devant la nature des relations entre leur pays et l'Europe.

Il y a dix ans, un accord entre l'Union Européenne et la Russie arrivait à expiration. Des négociations furent engagées pour le renouveler. Ces négociations en sont toujours pratiquement au même point.

Il y a dix ans nous avons commencé une négociation pour libéraliser le régime des visas. Cette négociation n'a pas avancé.

Il y a dix ans, nous avons créé à Moscou, près de l'Institut des relations internationales, un Institut d'études européennes financé à parité par les Russes et par l'Union Européenne. Son activité a quasiment disparu.

Je ne dis pas que les torts sont du côté de l'Union Européenne mais je dis que ces éléments doivent nous pousser à réfléchir sur cette situation profondément préjudiciable à la Russie et à l'Union Européenne et surtout aux rapports que nous devrions pouvoir avoir avec ce pays voisin. Voisin difficile, c'est vrai, mais voisin important en tant qu'Européen.

Sur la relation avec la Chine, je dirai un mot fondé, là aussi, sur l'observation.

Il y a dix ans la Chine était présente à Moscou. Tous les Russes allaient à la fête nationale chinoise. C'était une présence pesante, peu active. Il se passait vraiment peu de choses et on voyait rarement les Chinois intervenir dans les affaires quotidiennes. Maintenant nous voyons une grande convergence politique sur les principaux problèmes, à grands traits, bien sûr.

Il y a dix ans on ne parlait pas des échanges russo-chinois. La Chine est aujourd'hui le premier fournisseur de la Russie avec 15 % des importations du pays.

Les Russes étaient dans une situation de grande prudence vis-à-vis de la Chine, conscients du déséquilibre entre les deux pays. Certes les deux pays partagent 5000 kilomètres de frontière commune... mais n'oublions pas qu'à l'est d'Irkoutsk vivent 5 ou 6 millions de Russes et qu'en face il y a des Chinois en bien plus grand nombre. La relation qui s'est développée avec la Chine traduit un besoin d'équilibre du côté russe et peut-être même un peu plus

compte tenu de l'absence d'activité de l'Union Européenne vis-à-vis de la Russie.

ALAIN DEJAMMET

Jean de Gliniasty, qui a été notre ambassadeur à Moscou pendant cinq ans (2009-2013), jusqu'à l'automne dernier, va répondre aux questions qui ont été posées.

JEAN DE GLINIASTY

La qualité des interventions précédentes restreint le champ du dernier intervenant...

Ces derniers temps, on observe un changement de ton évident de la Russie vis-à-vis de la Chine. Ce changement de ton tient à un certain nombre de facteurs. Jusque-là, les Russes pensaient toujours à la Chine mais n'en parlaient pratiquement jamais parce que la Chine fait peur. On s'arrangeait avec elle au niveau interétatique mais le rêve était occidental. À plusieurs reprises, j'ai entendu M. Lavrov, ministre des Affaires étrangères, dire : « Il y a trois branches de civilisation européenne, la branche atlantique, la branche ouest et la branche russe ». Clairement cela voulait dire : on est avec vous. C'était pendant la période Medvedev, une période de grande ouverture de la Russie vers l'Occident. Cette ouverture n'a pas été « récompensée », ce dont Poutine tire les conséquences.

Toutefois, le changement de ton ne modifie pas les fondamentaux.

Je vais prendre quelques exemples de cette évolution :

Jusqu'à présent il y avait trois verrous dans les relations russo-chinoises : le verrou des hautes technologies, le verrou des participations bancaires et le verrou des participations à l'exploitation des richesses du sous-sol. Depuis deux ans, nous avons vu ces verrous sauter un à un.

Le verrou de l'exploitation pétrolière : Les Russes avaient déjà traité avec des sociétés étrangères, par exemple avec Total¹³ ou avec les Anglais TNK-BP¹⁴ mais ils sont allés plus loin avec les Chinois en acceptant la création, le financement et la pleine propriété d'usines de gaz naturel liquéfié à partir des gisements de Yamal¹⁵. La Chine se trouve donc à égalité avec Total qui pensait être un partenaire privilégié. En ce qui concerne les exportations, des contrats de 25 millions de tonnes de pétrole par an ont été signés au Forum de Saint-Pétersbourg il y a un an. Et un contrat récent de livraison de gaz pour 400 milliards de dollars jusqu'en 2030 (38 milliards de m³ chaque année) entrera en vigueur dans six ans (un délai qui montre que la réorientation vers la Chine reste quelque chose de compliqué). Le verrou énergétique a donc sauté.

En ce qui concerne la banque, l'étendue de la privatisation des banques russes s'est révélée beaucoup plus étroite qu'il n'avait été annoncé au départ. Cette privatisation a quand même conduit soit au rachat de banques russes (Rosbank rachetée par la Société générale) soit à des prises de participation. La Chine, à égalité avec le Qatar, vient de prendre une participation de 400 millions de dollars dans la VTB (banque du commerce extérieur), la troisième banque publique russe.

Le troisième verrou qui vient de sauter, ce qui a été annoncé par Poutine lors de sa visite à Pékin, est celui de la haute technologie. Dans ce domaine, les Russes ont eu des expériences extrêmement cuisantes avec les Chinois. Selon

¹³ En 2013, Total annonce la décision finale d'investissement du projet *onshore* Yamal LNG en Russie dans lequel le Groupe détient une participation directe de 20 %.

En mai 2014, Total signe avec la compagnie russe Lukoil un accord finalisant leur coopération en vue d'une future exploitation commune du pétrole de schiste sur la formation de Bajenov en Sibérie occidentale.

¹⁴ Le pétrolier russe Rosneft a racheté en 2012 la totalité de la coentreprise TNK-BP, faisant du groupe public le premier producteur d'or noir coté en Bourse dans le monde. Troisième producteur russe de pétrole, TNK-BP avait été créé en 2003 par BP et le consortium d'oligarques russes Alfa Access Renova (AAR).

¹⁵ En mai 2014, l'opérateur russe de gaz naturel Yamal LNG, dans lequel Total détient une participation, signe un contrat de livraison de gaz avec China National Petroleum Corp. (CNPC). Dans le cadre de cet accord, Yamal fournira trois millions de tonnes de gaz naturel liquéfié par an à CNPC pendant 20 ans. Le projet Yamal prévoit la construction d'une usine de gaz naturel liquéfié dans le nord de la Russie. Il est détenu par Novatek (NVTK.MZ), premier producteur de gaz russe indépendant, à hauteur de 60%, par le chinois CNPC, qui en détient 20%, et par Total, qui détient également un intérêt de 20%.

tous les experts aéronautiques russes, les avions chinois sont un décalque pur et simple des avions russes. Mais on connaît les difficultés du programme russe pour construire un avion de la taille de l'Airbus A320. Les Chinois, de leur côté, « patinent » un peu pour la création d'un avion de 200 places bien qu'ils y aient mis de très gros moyens et déplacé sur l'aéronautique toutes les équipes qui s'occupaient du spatial avec les succès spectaculaires qu'on connaît. Ce qui a été annoncé à Pékin est la mise en commun des efforts pour créer un rival de l'Airbus.

La crise ukrainienne, l'affaire du G7, la tendance actuelle de l'Europe et des États-Unis à repousser la Russie vers les ténèbres extérieures, tout conduit les Russes, bon gré, mal gré, à se tourner vers la Chine.

Ce n'est encore qu'un début : les méfiances sont là, elles sont d'ailleurs fondamentales, très importantes pour les équilibres démographiques. Je suis tout à fait d'accord avec l'analyse qui consiste à dire qu'il y a un côté « tour de valse » avec la Chine en réaction à la politique occidentale. Il n'en reste pas moins que pour jouer cette carte les Russes sont prêts à faire des concessions dont nous paierons peut-être à terme les conséquences. Nous risquons par exemple de manquer de gaz dans six ans quand les tubes seront construits. Je note au passage que ce sont les Russes qui en financent les trois quarts alors qu'il était prévu au départ que les Chinois devaient les financer. D'autre part, le prix du gaz (un peu plus de 350 dollars) ne correspond pas au souhait des Russes qui voulaient 450. Les Russes font donc des concessions dans leurs relations avec la Chine. C'est pour eux une situation qui n'a pas que des avantages...

Un penseur est très à la mode en ce moment en Occident (il est peu évoqué dans la presse russe), c'est Alexandre Douguine qui a formalisé ce qu'on appelle en Russie le néo-eurasisme. L'eurasisme a existé entre les deux guerres : héritage de la slavophilie, c'est la mise en avant de la spécificité de la Russie qui, avec un pied en Europe et un pied en Asie, est irréductible au modèle occidental comme au modèle asiatique. Ce qui est nouveau dans la pensée d'Alexandre Douguine, c'est qu'il formalise cette spécificité sous un angle beaucoup plus géopolitique, un angle civilisationnel, visiblement inspiré par les réflexions d'Huttington. C'est une résurgence de l'ancienne approche eurasiiste mais comme un nouvel avatar du nationalisme russe. Cette pensée est assez élaborée mais variable dans ses expressions. Douguine, à l'origine proche de Limonov (national-bolchevisme

d'extrême extrême-droite), fut plus tard, avec Rogozine, candidat de « Rodina » (Patrie), un parti d'extrême-droite ... c'est une évolution. Globalement, l'idée géopolitique est d'opposer les civilisations maritimes aux civilisations continentales. Les civilisations continentales, c'est la Russie, l'Eurasie, l'Europe avec Paris-Berlin. Paradoxalement, le pays asiatique qui a vocation à rejoindre cet axe, c'est le Japon, et non la Chine (la Chine est considérée comme un ennemi ou un rival héréditaire). Mais depuis environ un an, on discerne dans les interviews de Douguine une très légère inflexion : Finalement, la Chine serait peut-être la vocation de l'eurasisme, c'est-à-dire de l'Eurasie, de la Russie et de son aire d'influence en Asie centrale et en Europe. C'est un autre indice d'une tentative de la part des Russes d'enrichir leur jeu face à l'Europe occidentale.

ALAIN DEJAMMET

Merci d'avoir apporté ces précisions sur Douguine. En effet, on a vu brutalement apparaître dans la presse française cette figure que certains apparentent à celle de Raspoutine, une sorte de gourou qui, dans les caves du Kremlin, tirerait les ficelles. Il est donc utile de connaître l'évolution de la pensée de ce personnage et son éventuelle influence.

JEAN-LOUIS BEFFA

Je livrerai le point de vue de l'industriel, dont l'expérience est celle du terrain. J'ai eu la chance de diriger Saint-Gobain pendant vingt ans, de mener son internationalisation, développant les implantations industrielles du groupe dans soixante-quatre pays, dont dix pays asiatiques. J'ai eu aussi la chance d'aller en Chine et au Japon depuis 1980, une ou deux fois par an, et en Corée à peine un peu moins. J'ai donc pu voir cette zone évoluer.

J'ai trouvé peu de contradictions entre les différents orateurs. Mais une question clef pour l'avenir n'a pas encore été posée.

Dans la bataille économique où la Chine et les États-Unis se disputent les premières places, on sous-estime considérablement le fait que l'économie américaine est essentiellement tertiaire tandis que la Chine est d'ores et déjà le premier pays industriel de la planète. En ce qui concerne les infrastructures, la Chine construit 90 % des lignes de TGV mondiales, avec une montée en connaissances technologiques impressionnante. Moi-même, j'ai sous-estimé la progression chinoise dans l'organisation, le niveau technologique, le niveau de recherche et développement et les compétences de gestion industrielle, autant de domaines où les Chinois me paraissent conserver une dynamique tout à fait impressionnante. Je rappelle que l'EPR chinois n'a pas de retard et que son coût va être extraordinairement bas pour de l'énergie nucléaire, sans commune mesure, hélas, avec nos performances, tant à Flamanville qu'en Finlande, ce qui devrait nous interroger sérieusement. La montée en puissance chinoise, notamment en ce qui concerne l'innovation s'inspire de deux modèles : le modèle américain des *start up* pour les acteurs privés et le modèle étatique à la française pour les grands programmes. C'est l'un des rares pays du monde qui joue sur ces deux tableaux.

Les entreprises industrielles chinoises, dans tous les métiers, se classent dès à présent parmi les dix premières mondiales, et occuperont vraisemblablement dans dix ans la tête. Pour beaucoup de produits la Chine représente la moitié du marché mondial. Les entreprises chinoises, qui ont des parts de marché considérables, sont donc très bien placées. Dans beaucoup de secteurs où les Chinois les ont laissées s'implanter – essentiellement pour acquérir les technologies – les entreprises occidentales sont peut-être passées par leur *summum* et les entreprises chinoises vont petit à petit dominer dans les affaires communes, dans les *joint-ventures* etc. Ce renversement qui s'opère doit amener les entreprises occidentales à s'interroger sur l'intérêt qu'elles ont à s'installer en Chine. Certes, c'est toujours très attrayant, étant donné la taille du marché, mais les problèmes de concurrence vont croissant. Sans doute est-il plus intéressant pour ces entreprises d'aller en Asie du sud-est.

À la demande du gouvernement, les Chinois vont massivement sortir leurs entreprises de Chine et pas seulement dans les domaines des matières premières où ils sont déjà fantastiquement implantés (cuivre du Chili etc.) : les positions chinoises actuelles dans les secteurs des matières premières et dans des

domaines où elles ne cessent de s'améliorer comme dans l'exploration pétrolière, sont absolument impressionnantes.

Les Chinois vont procéder à des achats massifs d'entreprises et à des investissements extrêmement importants sur les entreprises occidentales. Et on peut penser qu'il sera plus facile pour eux d'aller en Europe que d'aller aux États-Unis.

Nous n'avons pas encore compris que nous ne sommes plus aujourd'hui dans une bataille d'entreprises avec des règles du jeu comparables. L'économie mondiale est devenue une bataille entre des pays sur la base de leurs champions nationaux et les pays qui gagnent sont ceux qui savent faire jouer leurs entreprises *leaders* avec le pouvoir politique. Sommes-nous capables de le faire en France, en Europe ? C'est une vraie question qui devrait nous amener à repenser un certain nombre de problèmes de façon différente.

Pour ma part, je crois que nous avons intérêt à renverser une partie de nos attitudes pour favoriser un meilleur équilibre entre Chine et États-Unis. Nous devons notamment refuser le traité libre-échangiste transatlantique. Ce traité serait une erreur stratégique majeure, d'une part parce que nous subirions les normes américaines, d'autre part parce que nous enverrions à la Chine un signal extraordinairement négatif. Nous devons dans cette circonstance nous référer à la politique du Général de Gaulle.

Dans les domaines (*Google, Facebook*, les grandes sociétés d'informatique) où nous sommes écrasés par les Américains et leur domination parfois un peu arrogante, nous devrions nous rapprocher des Chinois et travailler avec eux. Contrairement aux pays occidentaux, entièrement soumis à ces technologies américaines, les Chinois ont développé des entités (*Alibaba, Baidu, Lenovo, Huawei*) qui sont en train de devenir des *leaders*.

Le domaine de l'internet, tellement développé par les Américains, et le traité transatlantique sont deux axes majeurs où nous, Européens, pourrions nous démarquer. Je pense que les Allemands l'ont compris et ne s'entêteront pas sur une ligne pro-américaine. Je ne parle pas des Anglais dont on connaît l'alignement par nature...

Ces deux questions sont très importantes pour l'avenir.

Merci, M. Beffa pour cette intervention pleine d'acuité.

Je répondrai d'abord à la question que me posait Alain Dejammet : « Et l'Europe dans tout cela ? »

Dans un livre récent, « *Le choc des empires* »¹⁶, un de nos amis, Jean-Michel Quatrepoint, évoque trois empires. Il ne parle pas de la Russie qui ne fait que 1,9 % des exportations mondiales, il parle de la Chine, des États-Unis et... de l'Allemagne ! (et non pas de l'Europe). L'Allemagne, avec un excédent de 7 % de son PNB (200 milliards d'euros par an), a maintenant une position dominante. C'est le seul pays européen qui soit excédentaire sur la Chine, qui joue dans la cour des grands et qui, même aux États-Unis, est très bien implanté et très excédentaire. J.M. Quatrepoint montre (je résume très succinctement) que l'Allemagne exerce une influence prépondérante sur au moins trois institutions européennes : la Commission, la Banque centrale et le Parlement européen. Il reste la Cour de justice¹⁷ où, je crois, l'influence française reste assez manifeste. On peut observer qu'il ne parle pas de la dimension politico-militaire. En effet, si l'Allemagne d'aujourd'hui a un projet économique, elle n'a pas de projet perceptible de domination politico-militaire.

L'Europe est enlisée aujourd'hui dans l'affaire ukrainienne qui manifeste à quel point elle n'est pas capable de penser réellement « mondial ». La complémentarité entre l'Europe et la Russie est évidente sur le plan énergétique et sur le plan industriel. La Russie est un grand pays par sa superficie, c'est un grand pays par son histoire, c'est un grand peuple européen mais d'une taille moyenne parmi les nations (140 millions d'habitants) et notamment par rapport aux pays milliardaires que sont la Chine et l'Inde. En même temps, la Russie tient un immense espace... et peut-être vaut-il mieux que ce soit elle qui le tienne plutôt que d'autres. Mais c'est une réflexion qui mérite sans doute d'autres développements.

¹⁶ *Le choc des empires*, Jean-Michel Quatrepoint, coll. Le débat, éd. Gallimard, mars 2014.

¹⁷ Voir le colloque « *La Cour de justice de l'Union Européenne* », organisé par la Fondation Res Publica le 11 février 2013.

Beaucoup s'étonnent de l'axe Moscou-Pékin et le désignent comme l'axe des régimes autoritaires. *Le Monde* a même consacré un éditorial à ce sujet. Cela m'a fait réfléchir et je ne pense pas que ce soit exact. D'abord parce qu'il y a plusieurs capitalismes à la surface de la planète. Le capitalisme financier américain n'est pas le seul, même si nous nous y sommes ralliés. Il y a des capitalismes mixtes. La Corée, avec 50 millions d'habitants, donne l'exemple d'un l'État stratège que nous aurions pu demeurer si nous avions fait d'autres choix. Le Japon est aussi un État stratège, à sa manière : ses grands groupes ont colonisé l'État, constituant un agrégat qu'on pourrait appeler « *Japan Incorporated* ». La Chine s'est ouverte au marché mondial mais l'État que dirige le PCC garde un rôle central. Dans la période qui a suivi l'implosion de l'Union soviétique, après une privatisation chaotique, la Russie a d'abord été dominée par ses oligarques. Et comme elle avait une tradition d'État - contrairement à l'Ukraine - la Russie a entrepris, notamment avec Poutine mais avant lui avec Primakov, de reconstruire un État, autour de ce que Poutine appelait la « verticale du pouvoir ». Je vois quand même beaucoup d'horizontalités dans un système qui est assez compliqué. On ne peut pas dire que ce soit un miracle d'ordre... On a dit beaucoup de choses à propos de la Russie... mais j'observe que l'opposition y est quand même très divisée et qu'il n'y a pas actuellement de substitut au pouvoir de Vladimir Poutine, Président élu selon la Constitution de 1993 et qui fait consensus en Russie. Les élections lui ont donné 63 % des suffrages ; les sondages, paraît-il, lui donneraient aujourd'hui davantage. Il n'y a pas d'opposition qui puisse prendre la suite, même si, dans certains cas, une opposition peut s'affirmer, comme à Iekaterinbourg où le parti de Mikhaïl Prokhorov, « Plateforme civique », est devenu majoritaire.

Sur l'Ukraine nous nous trouvons à la fois instrumentés et victimes de nous-mêmes. Instrumentés parce que, de toute évidence, l'Europe, pas plus que l'Ukraine et pas plus que la Russie, n'ont intérêt à ce que la situation s'aggrave. Notre intérêt est de trouver un compromis possible sur des bases raisonnables : une certaine régionalisation, peut-être une neutralisation entre l'OTAN et la Russie, en tout cas une mise à niveau économique de l'Ukraine qui est un pays très endetté et qui pourrait parfaitement faire partie d'un espace de libre circulation de l'Atlantique au Pacifique. C'était d'ailleurs l'objet du partenariat Union Européenne-Russie (partenariat qui est en panne). Jean Cadet a cité en exemple la libéralisation des visas, on pourrait aussi parler du troisième paquet énergétique.

On peut remarquer également que dans le partenariat oriental¹⁸, le grand pays qu'est l'Ukraine avec ses 45 millions d'habitants (par rapport à l'Arménie, la Moldavie etc.) a été traité indépendamment du partenariat avec la Russie alors que de toute évidence l'intrication économique de la Russie et de l'Ukraine est très grande ! Des dizaines de milliers d'entreprises de part et d'autre vendent dans le pays voisin ! Et qui connaît la réalité sait bien que beaucoup d'industries (l'industrie de l'armement, les hélicoptères etc.) ont leur base des deux côtés de la frontière.

Dans cette affaire ukrainienne, les institutions européennes portent une certaine responsabilité. Il n'y a pas eu de contrôle politique des grands États sur la Commission. On a laissé le Commissaire européen chargé de l'élargissement préparer cet accord sans prendre tous les contacts et toutes les précautions nécessaires pour veiller à ce que cela ne perturbe pas un équilibre entre l'Union Européenne et la Russie qui est et reste très souhaitable. Les Russes ont mis 15 milliards de dollars dans la balance là où l'Europe n'offrait que 560 millions de dollars à l'Ukraine. Les Russes ont abaissé le prix du gaz de manière très politique en supprimant la taxe à l'exportation, soit 100 dollars par millier de m³. Ils le relèvent aujourd'hui. Ce qui s'est passé après le report par Ianoukovitch de l'accord d'association avec l'Union Européenne fait partie d'un processus non contrôlé. D'un certain point de vue, Maidan est une révolution, on peut aussi y voir un coup d'État. L'accord du 21 février 2014 n'a pas été respecté. Dialectiquement, c'est à la fois l'un et l'autre.

On peut considérer que la réponse russe est mal ajustée. L'annexion de la Crimée peut être du point de vue russe un moyen de corriger une décision aberrante de Khrouchtchev mais constitue évidemment du point de vue de la légalité internationale une atteinte inacceptable, même si deux principes entrent en contradiction : d'une part le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États et d'autre part le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

¹⁸ Lancé en 2009, le partenariat oriental est une initiative commune de l'UE, des États membres et des pays partenaires d'Europe orientale et du Caucase du Sud (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, République de Moldavie et Ukraine). Il permet aux pays partenaires intéressés de se rapprocher de l'UE en renforçant leurs liens politiques, économiques et culturels avec elle.

Il y a entre l'Europe et la Russie des approches extrêmement différentes. Une certaine russophobie est très présente en France, ce que je pourrais développer longuement. Elle existe également dans d'autres pays mais pour des raisons essentiellement géopolitiques. En effet, la russophobie française n'a que des raisons idéologiques alors que d'autres pays (Pologne, Grande-Bretagne, Allemagne, États-Unis), ont ou ont eu des raisons très pratiques d'entrer en conflit avec la Russie.

L'Ukraine est un pays composite qui a lui-même plusieurs mémoires. Son histoire n'est pas la même à l'est et à l'ouest. À l'ouest il y a des territoires qui ont fait partie de l'Autriche-Hongrie, puis de la Pologne ou de la Roumanie et à l'est il y a des gens qui sont quand même très proches des Russes. Il se trouve que Belfort a été jumelée dans les années 1960 avec Zaporojie par un de mes prédécesseurs : je dois dire que, très longtemps, les habitants de Zaporojie ont été considérés comme des Russes ! Je constate aujourd'hui que ce sont des Ukrainiens...

Mon sentiment est que l'Europe n'existera que le jour où elle ne sera pas instrumentée, où elle saura se donner des objectifs qui lui permettront d'exister de manière relativement autonome, en tout cas conforme à ses intérêts.

Une Europe existant pour elle-même suppose qu'elle échappe aux vues des géopoliticiens, notamment américains. Tout le monde a lu « *Le Grand Échiquier* »¹⁹ où Zbigniew Brzezinski explique qu'il faut absolument empêcher la Russie de conserver l'Ukraine dans sa zone d'influence, car ce serait pour elle le moyen de reconstituer un jour son empire. Cela vaudrait un dégagement que j'ose à peine faire sous le contrôle des ambassadeurs ici présents. La Russie veut-elle réellement reconstituer l'URSS ? Ou n'a-t-elle simplement qu'un projet national ? Veut-elle seulement créer, comme l'a dit Poutine, un « grand État moderne » et respecté ? On cite volontiers un mot malheureux de Poutine : « *La disparition de l'URSS est la plus grande catastrophe du XX^{ème} siècle* ». Mais il a dit aussi : « *Celui qui ne regrette pas l'URSS n'a pas de cœur*, (ce qui, d'un point de vue russe, se comprend puisque 25 millions de Russes sont restés en dehors des frontières de la Russie) *mais, ajoute-t-il, celui qui pense qu'il peut reconstituer l'URSS n'a pas de tête* », ce qui n'est jamais cité, sauf par Dominique David dans une communication récente de l'IFRI.

¹⁹ *Le Grand Échiquier (The Grand Chessboard : American Primacy and Its Geostrategic Imperatives)*, Zbigniew Brzezinski, coll. Pluriel, éd. Hachette Littérature, 1997.

Tout cela pour dire qu'il faudrait quand même que l'Europe essaye d'exister par elle-même et qu'elle comprenne que sa véritable dimension ne saurait exclure les pays de ce que Georges Nivat²⁰ appelle la « Troisième Europe », c'est-à-dire les pays européens qui faisaient partie du Pacte de Varsovie au titre de l'URSS. L'Ukraine, la Biélorussie, la Russie, sans doute aussi l'Arménie et la Géorgie qui sont incontestablement des pays de civilisation européenne. J'ajoute, comme Jean Cadet l'a dit, qu'il y a un tropisme européen très fort dans la jeunesse russe, qui regarde encore vers la France : 500 000 d'entre eux apprennent le français tandis qu'il n'y a que 15 000 russisants en France...

Je crois qu'il y a des compromis possibles. Il faut les chercher parce qu'une nouvelle guerre froide n'est ni dans l'intérêt de la France, ni dans l'intérêt de l'Europe, au sens réduit comme au sens large.

L'Europe dans tout cela ?

Il faudrait que l'Europe pense le XXI^{ème} siècle pour chercher à exister entre les États-Unis et la Chine. Une vue réaliste des choses devrait conduire les Européens à relativiser le poids de la Russie (140 millions d'habitants – un PNB de 1600 milliards de dollars) par rapport à la Chine (1400 millions d'habitants et 9000 milliards de dollars de PNB) et aux États-Unis (300 millions d'habitants mais 15 000 milliards de dollars de PNB). Vouloir isoler la Russie serait une grave faute du point de vue de l'idée européenne. L'Europe est-elle capable de penser un intérêt général européen ? Ou, au contraire, l'Europe n'est-elle déjà plus qu'une addition de pays voués à être des protectorats plus ou moins consentants... à l'exception peut-être de la France, mais elle a réintégré l'OTAN sans qu'on entende suffisamment sa voix comme le recommandait, dans un rapport récent, Hubert Védrine. Le vent de l'occidentalisme souffle très fort aujourd'hui. Or l'Europe ne doit pas se construire contre la Russie.

Je répondrai à M. Beffa qu'en effet il y a des choses à faire avec la Chine.

Les amendes astronomiques infligées à BNP Paribas et l'incroyable prétention de l'Administration américaine de mettre sous contrôle, pendant quinze ans, la principale banque française nous amènent à penser que si le traité transatlantique aboutit à transférer le règlement des litiges devant les juridictions américaines nous allons en prendre pour notre grade !

²⁰ *Ukraine : vers une troisième Europe ?*, article de Georges Nivat (Historien, enseignant à l'université de Genève) paru dans *Le Monde* le 22.03.2014.

Il faut avoir l'esprit ouvert pour savoir comment nous pouvons rester indépendants, même si ce mot semble aujourd'hui faire peur à beaucoup.

Je passe la parole à Renaud Girard qui va nous apporter son questionnement et ses observations toujours pertinentes.

RENAUD GIRARD

Je suis très heureux, M. le ministre, que vous m'ayez donné la parole. Mais je suis beaucoup moins expert sur ces régions-là que le panel ici présent.

J'ai récemment couvert les événements d'Ukraine et de Crimée en tant que reporter. Par une sorte de dilettantisme, l'Europe a manqué une chance extraordinaire de faire la paix en Ukraine :

Le mardi 18 février au soir, des amis m'appellent depuis l'Ukraine où tombent les premiers morts par balles. La journée du mercredi est assez dure. Il se trouve qu'un sommet franco-allemand se tient à Paris. Les Européens ont le bon réflexe : Fabius et Steinmeier, diligentés par leurs patrons respectifs, décident de partir au plus tôt pour Kiev où ils arrivent le jeudi matin. Ils sont reçus immédiatement par Ianoukovitch et les tirs cessent sur la place Maidan. Leur mission a un résultat concret immédiat, vérifiable avec les dépêches d'agences : à partir de 11h du matin, le jeudi 20 février il n'y a plus de morts sur la place Maidan. Les négociations se poursuivent toute la journée. Mais, de manière assez inexplicable, notre ministre des Affaires étrangères décide de partir pour Pékin où il devait préparer la visite du président chinois (et peut-être prévoir le menu du repas qui allait être donné au Trianon en son honneur...). Je pense que les autorités chinoises auraient très bien compris qu'il délègue son secrétaire général pour continuer à négocier, au vu et su de tout le monde, un accord extrêmement important. Au pied de l'avion, il laisse les journalistes sur une note pessimiste. En fait il se trompe : Steinmeier, l'Allemand et Sikorski, le Polonais vont négocier toute la nuit et à 7h un accord est obtenu. Après quelques heures de sommeil, à 13h30, la délégation se dirige vers Maidan avec Ianoukovitch pour faire accepter les dispositions de cet accord : le retour à la constitution de 2004, des élections anticipées et la formation immédiate d'un gouvernement d'union nationale. Courageusement, Steinmeier et Sikorski défendent cet accord devant les manifestants. Dernier *round* de négociation : l'accord est signé par

tous les *leaders* de l'opposition ukrainienne, le fameux boxeur Klitchko, Iatseniouk, aujourd'hui Premier ministre et le chef du parti nationaliste *Svoboda*. À 16h, une photographie où on les voit tous immortalise cet accord miraculeux : non seulement il n'y a plus de morts à Kiev mais cet accord qui était impossible entre Ianoukovitch et son opposition est obtenu, il est signé ! Mais, étrangement, nos ministres n'ont pas compris qu'un accord de ce type doit se « baby-sitter » et ils décident de partir, de quitter le terrain, à la veille du week-end ! Ils n'ont pas retenu la leçon de Kissinger qui, après la guerre du Kippour, était resté des semaines au Proche-Orient pour « baby-sitter » les différents accords ou cessez-le-feu qu'il organisait. Dès que les ministres Steinmeier et Sikorski furent partis – Fabius était déjà en Chine – la foule commença à huer l'accord et il n'y avait personne pour dire aux chefs politiques ukrainiens : Vous avez signé un accord, il faut vous y tenir et conserver Ianoukovitch jusqu'à l'élection anticipée qui pourra le remplacer. A court terme, il fallait évidemment comprendre que Ianoukovitch était indispensable si l'on voulait maintenir l'unité de l'Ukraine. Après tout il avait remporté démocratiquement les dernières élections, non seulement présidentielles mais législatives, avec le quitus de toutes les ONG qui avaient vérifié la légalité de cette élection. On ne pouvait donc pas prétendre que Ianoukovitch ne représentait rien électoralement en Ukraine. D'ailleurs Fabius, revenu à Paris le samedi matin comprend que quelque chose se passe et s'inquiète dans une déclaration à la radio d'un possible éclatement de l'unité ukrainienne. Si nos ministres étaient restés, ils auraient pu convaincre la foule, qui les respectait, et les *leaders* politiques de se tenir à l'accord signé. Ils auraient pu se rendre à Moscou, où Poutine les aurait reçus, pour lui demander de signer l'accord que son émissaire avait paraphé. Et seraient-ils restés pour « baby-sitter » cet accord que le dimanche matin ils auraient pu empêcher la Rada, le parlement de Kiev, de voter cette mesure scélérate qui annulait le statut du russe comme deuxième langue officielle dans les régions russophones de l'est ! Ce vote de la Rada était un prétexte en or offert à Poutine pour susciter et exciter l'ire des russophones de l'est. C'est à partir de ce vote de la Rada que tout a dérapé. Poutine a cru que les Européens n'avaient pas été sincères. Il ne pouvait pas imaginer une seconde que les ministres européens avaient failli par dilettantisme et quitté la scène diplomatique pour aller passer le week-end dans leurs capitales respectives. Pour lui, ils avaient joué un double jeu avec la foule, ce qui n'était pas le cas. À Sotchi, il a convoqué sa vieille garde du KGB et a pris la décision, avec Serguïï

Axionov, de fomenter le coup qui eut lieu le jeudi d'après, à l'aube, à Simféropol en Crimée.

C'est de ces petits détails que l'histoire est faite. Nous sommes passés à côté d'un *deal* qui aurait sans doute préservé l'unité politique de l'Ukraine.

Je vous remercie.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, M. Girard. Ce que vous venez de rapporter rejoint une observation plus générale que j'ai faite, c'est que l'Europe telle qu'elle est, avec ses vingt-huit gouvernements, ses vingt-huit commissaires, n'exerce pas un contrôle politique suffisamment approfondi sur sa relation politique avec la Russie, avec l'Ukraine, avec des voisins qui, pourtant, sont très importants pour elle. Nous touchons du doigt une réalité que les ambassadeurs ici présents pourront confirmer : il y a quand même un suivi politique très insuffisant de ce qui se passe dans les négociations UE-Russie. La Troïka a été une tentative méritoire d'échapper à cette malédiction des vingt-huit, qui est quand même un nombre très peu maniable, mais sans doute la Troïka elle-même montre-t-elle des signes de faiblesse. Je crois qu'il faut la renforcer et se garder d'abandonner la formule.

JACQUES WARIN

Je m'excuse de prendre la parole maintenant auprès de mes ex-collègues qui sont tous beaucoup plus compétents que moi sur la Chine et sur la Russie.

Je voudrais faire trois brèves observations concernant les convergences sino-russes possibles.

Jean Cadet a parlé d'une convergence entre la Chine et la Russie. S'il y a une convergence, c'est pour moi une convergence négative dans la manière dont est traitée la question des droits de l'homme. Je sais que ce mot est aujourd'hui un peu tabou mais c'est peut-être le moment de rappeler, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire des événements de la place Tiananmen, l'écrasement de la révolte démocratique des étudiants de Pékin et les 1200 morts et les 2000 à 3000 blessés, écrasés par les mitrailleuses et par les tanks de l'armée populaire chinoise. Le seul Premier ministre en Occident qui eût condamné cet acte assez

contraire aux droits de l'homme fut à l'époque le Premier ministre de la France. C'est ce qui avait permis au modeste ambassadeur que j'étais en 1989 de déclarer dans une enceinte multilatérale, reprenant les paroles de Michel Rocard, que les Chinois s'étaient rendus coupables d'un crime contre l'humanité. Certes les Russes n'ont pas atteint un pareil niveau d'atrocité et si, dans les vingt-cinq dernières années, il y a eu un certain nombre d'atteintes aux droits de l'homme, de dissidents brutalement réprimés et de journalistes assassinés, rien n'a jamais atteint le degré de violence et de brutalité de la Chine. Mais il y a là quand même une convergence négative.

En revanche, je suis frappé par la profonde divergence dans le traitement des minorités nationales, ethniques ou linguistiques. Comme le rappelait Dominique David, la Chine est plus petite aujourd'hui que du temps de l'empire des Jin, de même que l'empire russe est devenu plus petit qu'il ne l'était du temps des tsars et *a fortiori* du temps de l'Union soviétique.

Les Russes sont donc tentés d'utiliser les minorités russes qui vivent à l'extérieur de leurs frontières actuelles pour déstabiliser certains pays. On a beaucoup parlé de l'Ukraine mais nous pensons aussi à ce qui s'est passé en Géorgie il y a quatre ans. On peut penser à la Moldavie possiblement, à la Lettonie et l'Estonie où vivent des minorités russes très importantes. On peut se demander ce qui pourrait arriver si les Russes faisaient état de violations des droits de l'homme massives et répétées en Lettonie et en Estonie. En effet, les Lettons et les Estoniens d'origine russe ne sont pas traités de la même manière que les nationaux.

La Chine est dans une position beaucoup plus défensive car des minorités chinoises très importantes sont disséminées dans le monde entier (elles se comptent par dizaines de millions) jamais la Chine n'a évoqué la moindre prétention sur ces minorités chinoises en Birmanie, en Thaïlande, à Singapour etc. En revanche elle est dans une position défensive dans les deux grandes provinces chinoises que sont le Tibet et Sin-Kiang. On a beaucoup parlé du Tibet pendant ces vingt-cinq dernières années mais le Sin-Kiang devient beaucoup plus inquiétant aujourd'hui. Des événements très graves se sont déroulés à Ouroumtsi encore l'année dernière, avec un véritable pogrom antichinois suivi d'une répression féroce de l'armée populaire chinoise. On voit là que les Chinois sont dans une position délicate. Ils pourraient assimiler tout cela à la lutte contre le terrorisme, se retrouvant avec les Russes pour lutter contre le terrorisme islamiste en Tchétchénie et au Sin-Kiang (les Ouïgours sont

musulmans). Une collusion est possible ou plutôt des retrouvailles finales entre la Chine et la Russie dans cette lutte contre l'islamisme qu'ils ne seront pas les seuls à mener car même en Occident beaucoup de drapeaux se lèvent aujourd'hui pour lutter contre l'islamisme.

Merci.

PASCAL MAS

Je suis le conseiller de Monsieur le ministre-représentant de la république du Tatarstan en France. Monsieur vient d'évoquer l'islam. En effet, le « Ouïgourstan » (Xīnjiāng) est une province très turbulente qui a des relations avec le Tatarstan puisque les Ouïgours et les Tatars sont de la même branche ethnique. Il y avait jusqu'à il y a une quinzaine d'années des relations directes entre Kazan et Ouroumtsi. Le mot de péril islamique ne convient pas pour la Russie. En effet, l'islam en Russie n'est pas une religion étrangère mais une religion endémique. Le Président Poutine a l'habitude de recevoir les oulémas et il utilise à l'occasion la proximité de certains peuples russes musulmans comme les Tatars pour faire de la diplomatie parallèle avec des pays arabes et avec des pays musulmans comme la Malaisie.

Il y a aux États-Unis une diaspora chinoise nombreuse et ancienne qui a toujours gardé des relations avec la mère-patrie. Il en est de même avec les autres diasporas d'Asie du sud-est. En Indonésie, ce sont les Chinois indonésiens qui maîtrisent la plus grande partie de l'économie, de même en Malaisie et à Singapour qui est une petite Chine en soi.

Je crois que le développement des relations entre la Chine et la Russie est plus facile actuellement. Cela a été mentionné par Messieurs les ambassadeurs, notamment à propos du voyage triomphal de Poutine à Shanghai et à Pékin. Mais j'ai l'habitude de dire que l'aigle russe a deux têtes qui regardent dans des directions opposées : l'une à l'est, l'autre à l'ouest. Comme l'ouest crache sur son bec, il regarde de l'autre côté et va faire des affaires avec des gens qui ne le dénigrent pas. Et lorsque Poutine mène pacifiquement un processus comme la réintégration de la Crimée en tant que sujet de la Fédération de Russie, les premiers pays à lui envoyer un message de sympathie et de félicitations sont la Chine et l'Inde...

ALAIN DEJAMMET

... qui s'abstiennent à l'assemblée générale des Nations unies lorsque la question est soulevée, malheureusement !

DANS LA SALLE

Je rappelle que les États-Unis étaient prêts à faire la guerre nucléaire quand les Russes ont essayé d'installer des fusées à Cuba. À l'heure actuelle on est dans la même situation. L'avancée du « Pacte atlantique » aux frontières de la Russie fait qu'à l'heure actuelle la Russie d'Europe est indéfendable face aux fusées américaines. J'ai été surpris de ne pas voir cette hypothèse évoquée dans les exposés de ce soir.

Au moment où les États-Unis avaient décidé de bombarder les digues qui protégeaient Hanoï, un des bombardiers B 52 qui avaient essayé de passer avait été abattu, d'autres endommagés : les Russes venaient de donner l'autorisation au Vietnam d'utiliser ses armes... En cinq ou dix minutes tous les bombardiers avaient fait demi-tour et quitté le théâtre, sans doute sur un ordre qui venait de très loin.

Au dernier moment Obama a renoncé à intervenir en Syrie. A-t-il eu peur d'un conflit nucléaire avec la Russie, non directement mais par enchaînement ? C'est la raison pour laquelle la situation à l'heure actuelle aux frontières de la Russie et de l'Ukraine est explosive. Sur les chaînes russes qui diffusent en anglais, on voit apparaître des généraux de quarante-cinq ans qui sont prêts à en découdre...

Je suis très surpris de voir l'attitude incroyable de l'Europe : L'autre jour j'ai lu que Mme Merkel essayait d'arrimer la Géorgie et l'Abkhazie à l'Europe...

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur. Je crois quand même devoir rappeler que la France et l'Allemagne se sont opposées en 2006 à une procédure de préadhésion de l'Ukraine à l'OTAN et je ne sais pas que les positions aient varié sur ce sujet.

J'ajoute que les États-Unis, à ce stade, n'ont pas manifesté l'intention d'étendre l'OTAN jusqu'à l'Ukraine même s'ils n'ont pas fait de déclaration en sens inverse. L'Ukraine, évidemment est un enjeu géopolitique entre les États-Unis et la Russie. Je pense que les Russes ont tendance à voir dans l'extension de l'Union Européenne la préfiguration d'une extension de l'OTAN. Mais je dois rappeler que même si le commissaire européen Olli Rehn a évoqué la perspective d'une adhésion de l'Ukraine à l'U.E., celle-ci avait été formellement écartée par un Conseil européen il y a quelques années, où il était dit explicitement que l'Ukraine n'avait pas vocation à intégrer l'Union Européenne. Alors je pense que sur les bases que j'ai rappelées tout à l'heure : régionalisation, neutralisation, remise à niveau économique, un compromis devrait être trouvé.

Je voudrais remercier très chaleureusement tous les intervenants ainsi que toutes les personnes qui ont assisté à ce colloque vraiment passionnant. J'ose espérer que le concours des experts ici réunis contribuera à éviter que se rallume une nouvelle guerre froide. Il y a place pour la politique et pour le compromis.

Merci.

TRAVAUX ET PUBLICATIONS (2004 – 2014)

RECHERCHE ET MONDIALISATION

Colloque du 20 septembre 2004

APPROVISIONNEMENT ÉNERGETIQUE DE L'EUROPE ET POLITIQUE DE GRAND VOISINAGE

Colloque du 14 décembre 2004

UNE ÉDUCATION CIVIQUE RÉPUBLICAINE AU XXI^E SIECLE

Colloque du 10 janvier 2005

ISLAM DE FRANCE : OU EN EST-ON ?

Colloque du 14 février 2005

PARIS- BERLIN – MOSCOU : UNE ÉMANCIPATION EUROPÉENNE

Colloque du 24 mai 2005

L'ONU EN 2005

Colloque du 6 juin 2005

FRANCE – ALLEMAGNE : QUEL PARTENARIAT POUR QUELLE EUROPE ?

Colloque du 7 septembre 2005

L'AVENIR DE L'EURO

Colloque du 28 septembre 2005

OÙ VA LA RUSSIE ?

Colloque du 11 octobre 2005

MONDIALISATION RÉGULÉE DES ÉCHANGES ET PRÉFÉRENCE EUROPÉENNE

Table-ronde du 28 novembre 2005

LA RÉPUBLIQUE AU DÉFI DES BANLIEUES

Colloque du 9 janvier 2006

LE NUCLÉAIRE ET LE PRINCIPE DE PRÉCAUTION

Colloque du 24 janvier 2006

**TURQUIE-MAGHREB :
LES CONDITIONS DU DÉCOLLAGE ÉCONOMIQUE**

Colloque du 21 février 2006

SOCIÉTÉ DU SAVOIR : LES CONDITIONS PRÉLIMINAIRES

Colloque du 4 avril 2006

FINANCES PUBLIQUES ET PÉRENNITÉ DE L'ÉTAT

Colloque du 24 avril 2006

L'AVENIR DU DOLLAR

Colloque du 12 juin 2006

L'AVENIR DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Colloque du 2006

L'AVENIR DE LA DISSUASION

Colloque du 10 juillet 2006

ENTREPRISES ET TERRITOIRES

Colloque du 25 septembre 2006

OÙ VA L'AFRIQUE ?

Colloque du 30 octobre 2006

LA SÉCURITÉ DU MOYEN-ORIENT ET LE JEU DES PUISSANCES

Colloque du 20 novembre 2006

OÙ VA LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE ?

Colloque du 4 décembre 2006

L'ALLEMAGNE ENTRE L'EUROPE ET LA MONDIALISATION

Colloque du 12 février 2007

LA DÉMOCRATIE A L'ÉPREUVE DU SYSTÈME MÉDIATICO-SONDAGIER

Colloque du 10 septembre 2007

**CRISES FINANCIÈRES A RÉPÉTITION :
QUELLES EXPLICATIONS ? QUELLES RÉPONSES ?**

Colloque du 17 octobre 2007

PEUT-ON SE RAPPROCHER D'UN RÉGIME PRÉSIDENTIEL ?

Colloque du 5 novembre 2007

L'ASIE DU SUD-EST ENTRE SES GÉANTS

Colloque du 21 novembre 2007

**TERRITOIRES ET CLASSES SOCIALES EN FRANCE,
DANS LA MONDIALISATION**

Colloque du 14 janvier 2008

QUEL GOUVERNEMENT ÉCONOMIQUE POUR LA ZONE EURO ?

Colloque du 18 février 2008

L'ALLEMAGNE AU SOMMET DE L'EUROPE ?

Colloque du 17 mars 2008

OÙ VA LA SOCIÉTÉ PALESTINIENNE ?

Colloque du 26 mai 2008

**QUELLE POLITIQUE AGRICOLE, AU DÉFI
DE LA CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE ?**

Table ronde du 9 juin 2008

OÙ VA LA SOCIÉTÉ ISRAÉLIENNE ?

Colloque du 16 juin 2008

L'ASIE VUE D'EUROPE

Colloque du 8 septembre 2008

PARADOXES DU CINÉMA FRANÇAIS

Colloque du 29 septembre 2008

QUELLE POLITIQUE EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE ?

Colloque du 20 octobre 2008

L'AVENIR DES BALKANS
Colloque du 24 novembre 2008

L'ÉTAT FACE A LA CRISE
Colloque du 9 décembre 2008

L'ALLEMAGNE, LA CRISE, L'EUROPE
Colloque du 12 janvier 2009

L'EUROPE AU DÉFI DE LA CRISE
Colloque du 14 février 2009

SÉCURITÉ EUROPÉENNE : OTAN, OSCE, PACTE DE SÉCURITÉ
Colloque du 30 mars 2009

**LA POLITIQUE EXTÉRIEURE AMÉRICAINE
APRÈS L'ÉLECTION DE BARACK OBAMA**
Rencontre du 7 avril 2009

CRISE DU LIBRE ÉCHANGE MONDIAL : COMMENT EN SORTIR ?
Colloque du 27 avril 2009

L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA STABILITÉ DE L'EURO
Rencontre du 4 mai 2009

RÉFORME DES TERRITOIRES ET DÉVELOPPEMENT
Colloque du 26 mai 2009

OÙ VA LE PAKISTAN ?
Colloque du 22 juin 2009

L'AVENIR DE LA GAUCHE ALLEMANDE
Table ronde du 29 juin 2009

MONDIALISATION ET INÉGALITÉS EN FRANCE
Colloque du 21 septembre 2009

**QUELLE SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL
POUR UN MONDE MULTIPOLAIRE**
Colloque du 19 octobre 2009

OÙ VA L'IRAN ?

Colloque du 23 novembre 2009

OÙ SONT PASSÉES LES COUCHES POPULAIRES ?

Table ronde du 30 novembre 2009

L'AMÉRIQUE LATINE EN MOUVEMENT

Colloque du 14 décembre 2009

LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LES TENAILLES DU G2

Colloque du 18 janvier 2010

QU'EST-CE QUE LE COMMUNISME CHINOIS ?

Colloque du 22 février 2010

LA FRANCE ET SES STRATÈGES

Séminaire du 22 mars 2010

STRATÉGIE DES GRANDS GROUPES ET POLITIQUE INDUSTRIELLE FRANÇAISE

Colloque du 12 avril 2010

**LA CONFERENCE D'EXAMEN DU TNP : BILAN ET PERSPECTIVES.
DESARMEMENT, NON-PROLIFÉRATION ET SÉCURITÉ DE LA FRANCE**

Colloque du 14 juin 2010

QUELLE UNIVERSITÉ FRANÇAISE POUR DEMAIN ?

Colloque du 13 septembre 2010

LES CHOIX DE L'ALLEMAGNE

Colloque du 18 octobre 2010

RADIOGRAPHIE ET PERSPECTIVES DE LA CRISE

Colloque du 13 décembre 2010

QUELLES PERSPECTIVES POUR LA FRANCE EN MEDITERRANÉE ?

Colloque du 17 janvier 2011

ORGANISER ET PRENDRE EN CHARGE LA SANTÉ DES FRANÇAIS

Colloque du 07 février 2011

RADIOGRAPHIE DES ENTREPRISES FRANÇAISES

Colloque du 04 avril 2011

QUELLE POLITIQUE INDUSTRIELLE POUR RELEVER LE DÉFI CLIMATIQUE ?

Colloque du 16 mai 2011

UN PRINTEMPS ARABE ?

Table ronde du 26 mai 2011

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE AU MIROIR DE SON CINÉMA

Colloque du 20 juin 2011

A DEMAIN LA RÉPUBLIQUE ?

Colloque du 10 octobre 2011

LA DIMENSION STRATÉGIQUE DE L'AGRICULTURE

Colloque du 7 novembre 2011

QUELLES SOLUTIONS POUR LE SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL ?

Colloque du 14 novembre 2011

UNE POLITIQUE DU TRAVAIL

Colloque du 9 janvier 2012

LA RÉFORME DES BANQUES

Colloque du lundi 23 janvier 2012

APPROCHES THÉORIQUE ET PRATIQUE D'UNE MONNAIE COMMUNE

Table ronde du lundi 13 février 2012

L'EURO MONNAIE UNIQUE PEUT-IL SURVIVRE ?

Colloque du lundi 24 septembre 2012

L'ESPRIT DU REDRESSEMENT PRODUCTIF

Table ronde du lundi 26 novembre 2012 autour d'Arnaud Montebourg

LES ÉTATS ÉMERGENTS : VERS UN BASCULEMENT DU MONDE ?

Colloque du lundi 10 décembre 2012

OCCIDENT ET MONDIALISATION

Colloque du lundi 21 janvier 2012

LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

Colloque du lundi 11 février 2013

NOUVEAU PACTE SOCIAL : MODE D'EMPLOI

Colloque du mardi 21 mai 2013

**LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LE NOUVEAU CONTEXTE ÉNERGETIQUE
MONDIAL**

Colloque du lundi 17 juin 2013

LE PROJET DE MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

Colloque du lundi 16 septembre 2013

L'EXCEPTION CULTURELLE

Colloque du lundi 14 octobre 2013

REFAIRE L'EUROPE ?

APERÇU RETROSPECTIF ET ESQUISSE D'UNE POLITIQUE

Colloque du lundi 2 décembre 2013

L'EUROPE SORTIE DE L'HISTOIRE ? REPOSES

Table ronde du lundi 20 janvier 2014

LE MAGHREB ET SON NORD

Colloque du lundi 17 février 2014

GUERRES DE RELIGIONS DANS LE MONDE MUSULMAN ?

Colloque du lundi 31 mars 2014

LA GUERRE DES MONNAIES ?

Colloque du lundi 28 avril 2014

**ÉTATS-UNIS - CHINE, QUELLES RELATIONS ?
ET LA RUSSIE DANS TOUT CELA ?**

Colloque du lundi 2 juin 2014

NOTES ET ETUDES :

Parues récemment :

- **Kevin Limonier**, allocataire de recherche et moniteur d'enseignement supérieur, Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8) et **David Amsellem**, doctorant-allocataire de recherche au Centre de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CRAG), Université Paris VIII : étude cartographique réalisée pour la Fondation Res Publica : « **Guerres de religions dans le monde musulman ?** »
- **Jean-Michel Naulot**, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de « Crise financière - Pourquoi les gouvernements ne font rien », Le Seuil, 2013 : « **Crise de l'euro : regarder les réalités en face** »
- **Daniel Bloch**, ancien Président d'université, ancien Recteur, ancien Directeur des enseignements supérieurs : « **Le français, les mathématique ou les sciences : que faut-il privilégier ?** »
- **Jacques Sapir, Philippe Murer**, économistes, avec la contribution de **Cédric Durand** : « **Les scenarii de dissolution de l'Euro** » (étude commandée par la Fondation Res Publica, parue le 02 septembre 2013)
- **Jean-Luc Gréau**, économiste, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Le coût du travail occulte d'autres points essentiels** » (tribune parue dans *L'Expansion*, Octobre 2013)
- **Patrick Quinqueton**, Conseiller d'Etat, administrateur et membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Faut-il aller plus loin dans la décentralisation ?** » (tribune parue dans *L'Expansion*, Juin 2013)
- **Jean-Michel Quatrepoint**, journaliste économique, et **Jean-Luc Gréau**, économiste, membres du conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Pour sortir de la déflation, repenser la zone euro** »

NOTES DE LECTURE :


Parues récemment :

- **La France dans le nouveau « Kriegspiel » mondial**, note de lecture du livre de Jean-Michel Quatrepoint, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, journaliste économique, « Le Choc des Empires » (le débat Gallimard ; mars 2014), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Décryptage de la crise financière internationale**, note de lecture du livre de Jean-Michel Naulot, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, membre du collège de l'Autorité des Marchés financiers de 2003 à 2013, « *Crise financière. Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Seuil ; 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Le modèle allemand au-delà des mythes**, note de lecture de « *Made in Germany – Le modèle allemand au-delà des mythes* » (Seuil, janvier 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Stratégie électorale: It's the people, stupid!**, note de lecture de « *Porte à porte, reconquérir la démocratie sur le terrain* » de **Guillaume Liegey, Arthur Muller et Vincent Pons** (Calmann-Lévy, avril 2013), par Julien Landfried, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, parue sur le Huffington Post, le 23 mai 2013.
- « **Vers "l'économie des besoins"** », note de lecture de « *L'Economie des besoins – Une nouvelle approche du service public* », de **Jacques Fournier** (Odile Jacob, février 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **Ces pays « émergents » qui bouleversent le monde** », note de lecture de l'ouvrage de **Sylvia Delannoy** : « *Géopolitique des pays émergents – Ils changent le monde* » (puf : mars 2012), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

 01.45.50.39.50

info@fondation-res-publica.org

Achévé
d'imprimer
en septembre 2014